

<p><b>Samedi 27 mars 1943</b></p> <p><b>DIRECTION-REDACTION</b> 85 Fleet Street, Londres, E.C.4 Tel.: CENTRAL 8863-8477</p> <p><b>ADMINISTRATION et PUBLICITE</b> Practical Press Ltd., 1 Dorset Buildings, Salisbury Square, Fleet Street, Londres, E.C.4 Tel.: CENTRAL 1555</p> <p>Journal quotidien paraissant à Londres avec le patronage de l'Association des Français de Grande-Bretagne.</p> <p>Tous les jours <b>UN PENNY</b></p>	<h1>FRANCE</h1> <p><b>LIBERTE • EGALITE • FRATERNITE</b></p>	<p><b>BLACK-OUT à Londres:</b> 19.53 à 6.17</p> <p style="text-align: center;"><b>Dernière Edition</b></p> <p>Registered at the G.P.O. as a newspaper.</p>	<p><b>ABONNEMENTS</b></p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>UN AN</th> <th>SIX MOIS</th> <th>TROIS MOIS</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Royaume Uni</td> <td>2 120</td> <td>1 600</td> <td>1 300</td> </tr> <tr> <td>Etranger</td> <td>1 190</td> <td>1 060</td> <td>1 030</td> </tr> <tr> <td>Colonies</td> <td>1 104</td> <td>1 52</td> <td>77</td> </tr> <tr> <td>Canada</td> <td>1 104</td> <td>1 52</td> <td>77</td> </tr> </tbody> </table> <p>Adresser les demandes, accompagnées d'un chèque ou d'un mandat, à "Practical Press Ltd., Dorset Buildings, Salisbury Square, Londres, E.C.4."</p>		UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	Royaume Uni	2 120	1 600	1 300	Etranger	1 190	1 060	1 030	Colonies	1 104	1 52	77	Canada	1 104	1 52	77
	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS																				
Royaume Uni	2 120	1 600	1 300																				
Etranger	1 190	1 060	1 030																				
Colonies	1 104	1 52	77																				
Canada	1 104	1 52	77																				

## FRANCE

### ALGER : DE VICHY À LA RÉPUBLIQUE

#### JOURNAL D'UNE FRANÇAISE

par [Renée Pierre-Gosset](#)  
publié en mars/avril 1943 en 24 parties

27/03/1943 (date de publication du journal)

#### **Lundi 9 novembre** (1942)

Les premiers soldats américains sont arrivés à Alger et dans les communes environnantes. A Kouba où j'habite, quelques gros camions se sont arrêtés à neuf heures devant la mairie. Quatre ou cinq officiers casqués en sont descendus. Des attroupements se forment. La forme des casques américains intrigue les gens : on connaissait les « *plats à barbe* » anglais et l'on s'imaginait que les « *sammies* » étaient coiffés de la même façon.

Les arrivants ont gravi les marches de la mairie pour présenter leurs devoirs au maire qui les attendait debout derrière son bureau, l'écharpe sur le ventre et une légère crispation sur la face.

Monsieur le Maire souffre. La veille, lorsqu'il a appris ce qui se passait, il a reçu un coup de téléphone du Commissariat Central lui ordonnant de hisser le drapeau tricolore. Monsieur le Maire, affolé par les coups de canon, fatigué par sa nuit blanche, Monsieur le Maire a mal compris. Il a reposé violemment le téléphone :

— *Jamais je n'arborerai le drapeau américain sur la mairie. Plutôt mourir...*

Pour mourir de compagnie, il a convoqué les Légionnaires de l'endroit, « *en armes* ». Dix minutes plus tard, un quarteron de Légionnaires débouchait au petit trot munis qui d'un vieux

chassepot, qui d'une fourche, qui d'une matraque, le boucher du coin avec son plus beau tranchoir. Ils se sont barricadés pour attendre la mort. Le soir, chacun est rentré chez soi pour le dîner.

Aussi, aujourd'hui, le sourire de Monsieur le Maire reste-t-il un peu réservé. Ça lui passera ; dans deux jours, il logera « *son* » officier américain, comme tout le monde.



Les tramways ont recommencé à circuler le long de la route d'Alger. Ils croisent des camions débordants de soldats alliés qui font — déjà... — de grands sourires aux filles. Aux carrefours, des « *red caps* » anglais régissent la circulation. Les badauds sont mi-réticents, mi-admiratifs, curieux, jamais hostiles. Tout de même, de temps en temps, quelques applaudissements éclatent. La fraternisation, elle, ne viendra que le soir, scellée par l'échange de chocolat, de cigarettes et de « *pots* » sur le zinc.

Chacun trouve son compte dans cet équitable troc. Du chocolat, voilà deux ans qu'on ne sait plus ce que c'est en Algérie. Seuls, les enfants avaient le droit de manger chaque mois une demi-livre d'une matière brunâtre et sableuse composée de caroubes concassées. Quant aux cigarettes anglaises et américaines...

Marins et soldats, eux, partent bravement à la découverte des « *Médéa* » et des « *Mascara* » à 14°. Autour des comptoirs s'ébauchent des amitiés éternelles. Les -militaires sortent des poignées de billets de leurs poches et tendent distraitemment la main pleine au garçon qui puise dedans.

Dans la rue d'Isly, des matelots ramassent des filles au passage et commandent pour plus de sûreté quatre verres de bière à la fois. Déjà, leurs compagnes reprennent sans se tromper l'air à la mode :

*Oh, Salomé, Salomé, did you see Salmé,  
Standing there, with her tummy all bare.*



L'Hôtel d'Angleterre est gardé par des sentinelles américaines en armes. Ce matin, pendant qu'on transférait les officiers allemands de l'Hôtel Aletti à la prison civile, les officiers italiens de la Commission d'Armistice, barricadés dans leur chambre

depuis l'avant veille ont essayé de fuir par les cuisines. Deux d'entre eux ont réussi à se glisser dans la rue, se sont emparés d'une voiture sans que personne s'y oppose. Au premier tournant, ils ont été arrêtés par un soldat français qui leur a mis un mousqueton sous le nez. Dix minutes plus tard ils étaient aux mains des autorités américaines. Depuis lors, c'est baïonnette au canon qu'on les garde. On aurait bien voulu voir, pourtant, les Anglais reprendre d'assaut l'Hôtel d'Angleterre.



C'est dans les « *milieux bien informés* » que circulent évidemment les bobards les plus invraisemblables.

La flotte aurait quitté Toulon pour se battre contre les escadres alliées.

À peine remise de cette nouvelle, j'en apprends une autre, du même tonneau : [Weygand](#) serait à Alger. C'est [Jean Castet](#) qui me l'annonce à l'apéritif. Jean Castet est le secrétaire de rédaction du « *Bulletin Central d'Economies Radiophoniques* » fondé par Weygand lorsqu'il était gouverneur de l'Algérie, feuille secrète distribuée à une centaine d'exemplaires aux hauts personnages officiels d'Alger.

Enfin, dans la journée, le [général Giraud](#) est arrivé à Gibraltar. Cela, ce n'est pas un bobard. Des gens l'ont vu. Oh, pas beaucoup, car il s'est immédiatement réfugié dans un domicile accueillant qui, par une ironie du sort, est celui de [Maître René Moatti](#), avocat chassé du barreau par les dernières lois raciales de Vichy et gaulliste à tous crins. Le général Giraud passera quarante huit heures dans ce refuge.

Lorsqu'il en sortira, une troisième entrevue Murphy-Darlan aura eu lieu. Cette fois, c'est l'Amiral— et de son plein gré — qui montera jusqu'à l'Hôtel Saint Georges, Q.G. américain, pour rendre visite au diplomate.



Dans les bars, on joue à former des gouvernements. Hélas, il n'en est pas question que dans les bars. On compose des triumvirats : Weygand-Darlan-Giraud ? Giraud-Darlan-Juin ? Oui, même Juin dont le surnom terrible — Juin quarante — commence à courir la ville.

oo  
o

Lentement, au cours de la journée, les navires anglo-saxons n'ont cessé d'affluer dans la rade, dans le port, envahissant tous les docks, emplissant tous les bassins, s'amarrant à tous les quais. Ce port, moribond depuis deux ans, dans lequel des unités comme le « Ville d'Oran », comme le « Champollion », désarmés, étaient devenus des hôtels flottants, ce port revit, dans l'espace de quelques heures. Les quais grouillent de troupes, de camions, d'artillerie, de vivres. Il fait doux, l'air est léger, un soleil dépoli se cache derrière les nuages. Aux rampes, le public regarde, commente avec impartialité en attendant la Luftwaffe. Mais la Luftwaffe, inexplicablement, a disparu du ciel.

oo  
o

Les journaux du matin n'annonçaient pas grand-chose. Les feuilles du soir, arrachées des mains des « yaouleds », apprennent à leurs lecteurs que le combat continue au Maroc, à Oran, à Constantine. Ceux qui, dans l'euphorie des libations, fraternisaient de si bon cœur, la veille, n'y comprennent plus rien. Ils commencent, très vaguement, à se sentir une mauvaise conscience.

*(à suivre.)*

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1072394t/f2.item.r=gloan>

29/03/1943

Dans les milieux officiels, on n'est pas mieux loti. Un collaborateur du Préfet de Constantine, de passage à Alger, a téléphoné à ce haut fonctionnaire pour lui demander des instructions :

— *Mais enfin, Monsieur le Préfet, quel est l'ennemi en fin de compte ?*

Et le Préfet de répondre, avec énergie :

— *L'ennemi, Monsieur, c'est l'affaire des militaires. Ça ne regarde pas les civils.*

OO  
O

### **Mardi 10 novembre**

En ouvrant le journal, les Algérois ont trouvé une proclamation de M. [Emmanuel Temple](#). M. Emmanuel Temple invite tous les fonctionnaires à demeurer fidèlement à leur poste. Et il termine par un vibrant : « *Vive le Maréchal, vive la France !* »

M. Temple estime que la Révolution Nationale est une idée qui vient de trouver des baïonnettes. Des baïonnettes américaines...

OO  
O

Le [général Eisenhower](#) a réuni ce matin, en une conférence de presse, les correspondants de guerre américains et quelques journalistes locaux. On rencontre pour la première fois des figures inconnues qui, avant quarante huit heures, seront des figures familières. L'Hôtel St. Georges est bouleversé de fond en comble. Ceux qui ont connu l'Hôtel du Parc, à Vichy, ses chambres transformées en bureau, retrouvent un petit air de famille.

La réception est occupée par des plantons américains, mais leur rôle paraît uniquement décoratif ; ils vous regardent passer avec un bon sourire. Ils contemperaient du même, œil bienveillant un possible assassin de [M. Murphy](#).

Le général Eisenhower reçoit à la bonne franquette. Il est rasé de près. Il a un large sourire. Il connaît la plupart des correspondants de guerre qui sont là. [MacVane](#), [Collingwood](#),

[Stoneman](#), il les a rencontrés vingt fois à Londres, au temps où il n'était qu'un général sans destination bien définie. Vingt fois, ils l'ont interrogé sans en tirer rien d'autre que des déclarations cordiales et évasives. Aujourd'hui, il a enfin quelque chose à dire. Il leur annonce que le débarquement a réussi conformément aux plans établis.

À une question qu'on lui pose, concernant la situation intérieure de l'Afrique du Nord, il répond fermement, sans hésiter.

« *Le général Giraud va très certainement établir une sorte de gouvernement français, dans les jours qui vont venir* ».

C'est la première fois depuis les fameux messages du dimanche matin, qu'on prononce officiellement le nom du général Giraud.

Les questions fusent : le général Giraud est donc à Alger ? Est-il en contact avec [l'amiral Darlan](#) ? Les deux hommes vont-ils collaborer ? Mais, cette fois, le général Eisenhower élude. Il en a assez dit pour aujourd'hui. Il en a même trop dit, peut-être...



Les restaurants d'Alger se sont mis à ressembler à des buffets de gare. On y trouve des consommateurs debout dans tous les coins, guettant férocement les occupants des tables dont le repas touche à sa fin. Au « *Paris* » qui est un des trois ou quatre restaurants « *bien* » d'Alger, j'obtiens après une heure d'attente la possession d'un coin de table. Le coin voisin est occupé par un petit pilote de la R.A.F. qui me pose la question habituelle :

— *Alors vous êtes contents qu'on soit venu ?*

Tandis que je déguste les trois ronds de radis, mélangés de fenouil coupé et surmontés d'un rond de tomate qui constituent les « *hors d'œuvre riches* » de l'établissement, je cherche à lui expliquer l'état d'esprit de la population. Ce n'est pas simple.

J'y renonce. Lui aussi. Aux hors d'œuvre a succédé un morceau de barbaque coriace nageant dans la sauce claire que constitue le plat de résistance — oh combien — du menu. Il m'explique qu'il a vingt deux ans, qu'il est Néo-Zélandais et qu'il s'appelle John MacAllister. Il a été le premier pilote allié à se poser, dans la matinée de dimanche, sur le sol africain. En panne de moteur, d'ailleurs. C'était aux environs d'Aïn Taya : il avait à peine posé son Hurricane dans un labouré qu'il voyait se ruer vers lui une petite troupe de civils et de soldats armés.

*« Au fond, j'avais peur. Je m'attendais à être fusillé. Croyez-vous, pas du tout. Dix minutes plus tard, on me faisait boire du vin rouge dans la cuisine d'une ferme voisine, tandis que des mécaniciens plongeaient dans mon moulin afin que je puisse repartir pour Maison Blanche, à vingt kilomètres de là.*

*J'étais déjà un peu réconforté. En arrivant à Maison Blanche, ce fut encore autre chose : je croyais trouver de la chasse française, de la D.C.A. Or, la plaine était libre, tous les appareils français étaient dans les hangars. Pas un seul n'en était sorti de la journée ».*

Et John MacAllister me passe la confiture à la patate douce et au sucre de raisin avec un grand clin d'œil triomphant.

Heureusement qu'il y a de bonnes histoires pour faire passer les mauvais repas...



### **Mercredi 11 novembre**

Nous avons tous pris aujourd'hui ce rendez-vous de la victoire, fixé par la « *radio de Londres* », devant le Monument aux Morts. Mais notre rendez-vous de la victoire s'est transformé, depuis trois jours. Quelque chose s'est réalisé qui a donné consistance à nos nourritures un peu fabuleuses de rêves et de reflets dans l'eau. C'est donc cela, la Libération ? Allons nous retrouver le droit de parler tout haut, d'affirmer nos pensées sans courir le risque de la prison ?

Il n'y aura personne devant le Monument aux Morts. Le rendez-vous est désormais inutile. Personne, sinon la foule algéroise qui passe comme à l'accoutumée, prodigieusement détachée des événements.

Les Américains débarquent un beau jour à Alger, à des milliers de kilomètres de chez eux ? Comme c'est curieux, vraiment.

Le général Giraud est arrivé mystérieusement en Afrique ? Quelle chose étrange...

Les Allemands en Tunisie ? L'étonnante surprise...

Les Algérois marquent les points, avec indolence, avec une sérénité que troublent seulement quelques inquiétudes : les avions allemands vont très certainement venir bombarder la ville un de ces jours, avec toutes les troupes qui y déferlent.

Et leur mine se fait longue à voir leurs restaurants envahis. Les deux seuls bars « *possibles* » du centre, celui de l'Aletti et celui du « *Paris* » — « *in bound to officers and w.o.'s only* » — ne désemplissent pas. Le voilà bien le vrai rendez-vous de la victoire...

Pour conquérir le droit d'insérer de biais une épaule, au comptoir, il faut franchir cinq rangées de midships britanniques, de flight lieutenants ou d'officiers américains. La maison vend vingt francs la coupe un infâme vin doux gazéifié qui coule à grands flots. Les discussions s'interrompent chaque fois qu'une femme entre.

— *Tchempègne ?*

Si, d'aventure, la dame est accompagnée, tant pis, on va jusqu'à proposer un verre au mari ou au cavalier. Il faut rendre cette justice aux dames assidues de ces bars qu'elles rebutent rarement leurs interlocuteurs.

Sur ce onze novembre plane une atmosphère de quatorze juillet. Les barmen, malgré les pourboires royaux — ou à cause d'eux — gardent un air lointain, vaguement dédaigneux. De temps à autre, lorsqu'on entend le français, et qu'on a l'oreille fine, on a la surprise de voir l'un d'eux se pencher sur un client ignorant des finesses de la langue verte et, déférent, stylé, lui murmurer :

« *Voilà, Monsieur. Monsieur est rond comme une bourrique...* »

Le faux champagne est tiède, la salle est enfumée, saturée de bruits et d'odeurs d'humanité. Dans un coin du hall, émergeant chacun d'un fauteuil de cuir, [Pierre Etienne Flandin](#) et le Professeur [William Rappard](#), délégué suisse à la S.D.N ne se lassent pas de contempler le spectacle avec une curiosité d'entomologistes.

(à suivre.)

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1072396n/f2.item.r=gloan>

30/03/1943

Sous le bras d'un immense squadron-leader de la R.A.F. apparaît soudain à mes yeux [Pierre Jean Vaillard](#), le chansonnier parisien. Tandis qu'il protège du coude son Dubonnet « *seize degrés* » :

— *Moi, dit-il, j'ai passé pour un « averti ». Depuis trois mois, je mangeais tous les jours chez « Charles ». Depuis trois mois, j'avais à ma table un bonhomme qui ne m'a jamais adressé la parole que pour me demander le sel. Samedi après-midi, au moment de prendre son chapeau, il s'est tourné vers moi et il m'a dit :*

— *C'est pour demain.*

— *Ah oui, ai-je fait d'un air entendu...*

— *Oui, c'est demain que les Américains débarquent.*

Et il est parti, l'air guilleret. La nuit, lorsque les premiers coups de canon ont retenti, je me suis souvenu et j'ai répété docilement :

— *Ce sont les Américains qui débarquent.*

Depuis lors, chacun me demande quelles sont les arrière-pensées de M. Murphy. Malheureusement, mon voisin de table a disparu...

### **Jeudi 12 novembre**

Deux gros titres de même valeur dans l'« *Echo d'Alger* » de ce matin :

« *Dans six jours, les Allemands seront rejetés à la mer, en Tunisie, déclare le Haut-Commandement américain.*

*J'ordonne à toutes les forces terrestres, navales et aériennes de cesser le combat. J'exerce l'autorité sur l'Afrique du Nord au nom du Maréchal, proclame l'amiral Darlan ».*

Que devient donc le général Giraud ? Le général Giraud avant de débarquer en Algérie où tout le monde l'attendait, où il devait se trouver, préféra passer par Gibraltar pour y prendre des assurances fermes et y discuter des questions administratives. Un des officiers de son entourage commente avec amertume les quarante huit heures perdues et cite pour la première fois, devant moi, les mots qu'on entendra plus d'une fois encore :

« *Je suis un soldat. Je fais la guerre, je ne fais pas de politique* ».

Désespérément, les Américains essayent de le mettre en avant. Ils ont besoin d'un nom. Ils échouent avec Giraud. Ils improviseront avec Darlan qui, lui, fait de la politique.

oo  
o

On a arrêté aujourd'hui un espion allemand. Hier il s'était promené en uniforme anglais — ce qui constituait bien la meilleure façon de passer inaperçu. Ce matin, dans le même quartier, il est apparu en capitaine français. Un garde mobile l'a remarqué et ayant jugé que la promotion était un peu rapide, l'a amené au commissariat le plus proche.

Il sera fusillé demain à Hussein Dey.

Radio-Alger passe un avis de l'autorité militaire promettant une prime de deux mille francs « *pour tout ennemi capturé vivant* » et de quinze cents francs pour les cadavres éventuels.

oo  
o

Pour la première fois aujourd'hui, Alger a vu avec curiosité, s'élever des ballons de barrage amarrés aux bateaux. Il était six heures et demie. C'est l'heure où déjà des restaurants ferment. Le couvre-feu est à huit heures et il faut commencer à dîner à six heures, voire à cinq heures et demie. Tous les spectacles sont suspendus, les tramways ne circulent plus après six heures et demie. Le black-out est total.

La ville est sinistre et un peu angoissée. Des groupes, bras dessus bras dessous zigzaguent par les rues sombres, sous la lune borgne, en chantant avec une belle obstination de pochards « *Roll out the barrel* », importé à Alger par la Royal Navy.

### **Vendredi 13 novembre**

La Luftwaffe a choisi cette nuit-ci pour faire son premier raid sur Alger. Le port est immédiatement illuminé par des ballonnets éclairants, lancés par parachutes. En quelques instants, de Kouba à Saint Eugène, tout le cirque d'Alger s'embrase et tonne. La D.C.A. américaine est extrêmement impressionnante ; il y en a partout. Jusqu'aux grosses pièces de Fort Lempereur qui tiraient si gaillardement, il y a six jours, sur les « *envahisseurs* » et qui mêlent à présent leur voix au concert. Le matin, cependant, le Haut Commandement américain demande aux

autorités françaises de laisser à l'avenir à leur D.C.A. le soin de défendre la ville. L'inexpérience de nos pointeurs a causé des accidents.

En dehors de cela, ce premier raid s'est passé sans dégâts. Les pilotes allemands ont été visiblement surpris par la densité du tir et ils n'ont guère insisté.

oo  
o

L'amiral Darlan lance un appel à la flotte de Toulon. Mais même dans les milieux de l'Amirauté, on ne croit guère à l'efficacité de cette proclamation. Dans l'entourage le plus proche de l'amiral, on brocarde à longueur de journée. Le lieutenant de vaisseaux X. colporte à travers la ville des mots féroces, sur celui qui est encore dauphin.

— *Savez-vous, demande-t-il, quelle est la différence entre ce pauvre [Esteva](#) et l'amiral Darlan ? Non, vraiment ? Eh bien, le premier est l'amiral qui n'a jamais connu l'amour, Le deuxième l'amiral qui n'a jamais connu la mer...*

Dans la confusion qui s'établit, un évident mépris frappe Darlan. Celui-ci se réclame à grands cris du Maréchal tandis qu'aujourd'hui même Radio-Vichy donne lecture d'une proclamation de Pétain désavouant Giraud et interdisant aux militaires de lui obéir. Le [général Noguès](#) reste en contacts constants à la fois avec Alger et avec Vichy, envoyant par avions militaires des émissaires à [Laval](#). Celui-ci a renvoyé [Châtel](#) en Algérie pour y soulever les populations. Châtel est rentré par la Tunisie, a fait un court séjour à Biskra, s'est documenté à Constantine et s'est empressé de regagner incognito Alger, dans la soirée, sans avoir ameuté personne.

Un des vice-consuls américains m'avoue aujourd'hui que la carte Giraud est définitivement « brûlée »...

oo  
o

Une nouvelle conférence de presse réunit aujourd'hui les correspondants de guerre américains. On leur présente le [général Clark](#). Il est grand, il est mince, il est photogénique. Il a des cheveux noirs gominés, la parole facile, une bonne humeur communicative. C'est peut-être aussi un excellent général.

Il rit volontiers, et à grands éclats, en contant avec humour quelques-unes de ses aventures de [la fameuse équipée de Cherchell](#), à la mi-octobre. La plupart des auditeurs connaissent déjà — par des confidences [d’Astier \(Henri\)](#) ou des vice-consuls américains — certains détails de ces deux nuits mémorables, au cours desquelles, Vichy régnante, l’adjoint du général Eisenhower, accompagné de sept officiers alliés, rencontra près d’Alger M. Murphy, le [vice-consul Knight](#), le général français X., Henri d’Astier de la Vigerie et plusieurs autres officiers supérieurs français dont deux représentants de la Marine.

Les questions fusent. Le général Clark y répond complaisamment. Parfois il arrive cette chose étonnante que ce soit l’un des correspondants qui lui apprenne un détail qu’il ignorait. Petit à petit se reconstitue la trame de l’aventure rocambolesque, digne d’un bon film américain.

Vers la mi-octobre, Knight avait été trouver Me Quayrat avocat algérois, en lui demandant de dénicher, dans les environs de Cherchell, et pour des fins mystérieuses, une villa suffisamment isolée. Me Quayrat s’en fit prêter une par un de ses amis, M. Pierre Tessier.

On se chargea d’éloigner les domestiques pour une date donnée. Le moment venu ou attendit en vain toute la nuit. Le lendemain soir, en trombe et sans discrétion excessive, il faut bien le dire, une cohorte de voitures américaines traversa la petite ville de Cherchell. Les occupants prirent possession de la villa et attendirent avec patience l’arrivée de leurs hôtes. Ceux-ci étaient fort occupés à s’extraire avec peine d’un sous-marin britannique qui venait de mouiller, dans l’obscurité, en vue de la plage. Les huit hommes qui avaient fait la veille une répétition générale de la manœuvre, mirent à l’eau quatre petits canots de caoutchouc, gonflés d’air, et atterrirent sans encombre sur le sable. Ils traversèrent sans bruit une pinède et furent au lieu du rendez-vous. L’affaire n’allait pas sans risques, car des tournées régulières de douairs, garde-côtes indigènes, patrouillaient l’endroit.

*(à suivre.)*

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1072398g/f2.item.r=gloan>

31/03/1943

On avait « *mis dans le coup* » l'officier français exerçant la surveillance de la région, le lieutenant Lenen, mais tout pouvait être compromis par les Arabes.

Les négociations s'entamèrent.

— *La maison, conte Clark, était pleine d'officiers français en tenue, arrivés en civil avec leur uniforme dans une petite valise. Les discussions durèrent une nuit et un jour. Nous nous arrêtions seulement pour la préparation des repas. Mais les voitures avaient soulevé de la curiosité. Des indigènes avertirent la police. Heureusement, nous fûmes prévenus à temps de la venue de visiteurs intempestifs. La conférence fut sur le champ interrompue ; jamais je n'aurais imaginé qu'un général français puisse changer de vêtements aussi rapidement. Par la fenêtre, je le vis s'en aller en courant, en passant les manches de son veston. Nous avons ramassé nos papiers, empoigné nos armes et on nous empila dans un cellier ; les conditions rêvées pour un guet apens. Nous entendions tout ce qui se passait en haut. J'avais mon revolver dans une poche, quinze billets de mille francs dans l'autre et je ne savais pas encore laquelle des deux armes j'allais employer, si on nous découvrait.*

*Au bout d'une heure de discussion, la police s'en alla enfin.*

Le domestique arabe qui avait vendu la mèche avait trouvé au commissariat de Cherchell, le secrétaire du commissaire. Celui-ci n'ignorait pas que des entretiens dussent avoir lieu, mais il n'en connaissait pas la date. Il téléphona à Me. Quayrat qui, lui dit-on « *était à la chasse depuis deux jours* ». Il comprit et renvoya l'indigène avec de bonnes paroles. Mais l'autre, méfiant, attendit son départ pour aller trouver le commissaire en personne. Le Commissaire s'affola, sauta sur sa moto. Un bienveillant hasard fait qu'il rencontre en route le lieutenant Lenen. Il l'avise de son intention de perquisitionner chez Tessier « *où il se passe quelque chose de louche* ».

— *Mais, Monsieur le Commissaire, c'est mon travail, cela. Je vais y aller moi même.*

Il y va en emmenant ses douairs avec lui. Ils les poste autour du parc, leur recommande de ne pas bouger jusqu'à son retour. Puis, il délègue son adjoint le sous-lieutenant Michel qui sonne

à la porte, est introduit, aide les officiers français à disparaître et conseille à M. Murphy de faire partir les officiers américains le plus tôt possible. Comme une perquisition peut être imminente on jonche le sol de bouteilles vides qui, Dieu merci, ne manquent pas, et l'atmosphère d'une nuit d'orgie est ainsi créée lorsque le lieutenant Lenen arrive très officiellement.

On lui offre, ainsi qu'à son adjoint le sous lieutenant Michel, deux cent mille francs pour trouver des barques. Ils les refusent. Si l'éveil est donné, il est impossible de partir le soir même.

Le lendemain soir, la mer est devenue trop mauvaise pour songer à repartir dans les petits canots. On amène une barque à rames.

— *Nous nous mêmes tous les huit aux avirons, raconte Clark, après avoir enlevé nos uniformes, que nous avons posé dans le fond du bateau avec les sept cent mille francs que nous avons emporté s'il avait fallu acheter quelqu'un, et tous nos papiers.*

*Soudain, une vague plus forte retourna l'embarcation et pêle-mêle, vêtements, argents, colonels, généraux, plans et papiers se retrouvèrent pataugeant dans l'eau froide. Nous perdîmes tout sauf les papiers, Dieu merci.*

*Heureusement, le sous-marin était là pour nous recueillir.*

La fin de l'histoire, ce n'est pas le général Clark qui la raconte, car elle s'est déroulée chez le Commissaire de Police de Cherchell. Pour égarer les recherches le lieutenant Lenen décrivit à cet honorable fonctionnaire comment il avait trouvé M. le Ministre des Etats-Unis, ses sous ordres et d'Astier (*Henri*) en compagnie de petites femmes.

— *Je crois qu'il eut été vraiment indélicat d'insister, Monsieur le Commissaire. N'est ce pas votre avis ?*

Mais le Commissaire ne pense même pas à « insister ». Une seule chose l'intéresse :

— *Racontez-moi donc ça, mon cher. Est-ce qu'elles étaient jolies ?*



Ce soir, premier bombardement sérieux d'Alger. Il est sept heures. De la poste où je me trouve, je vois toute la rade, jusqu'au Cap Matifou. De grandes flammes surgissent à l'est. Ce doit être l'aérodrome de Maison Blanche qui flambe.

Cinq minutes plus tard, seulement, l'alerte sonne sur Alger. Elle va durer une heure. Je suis poussée dans un abri, sans discussion, par un chef d'îlot impérieux. Le spectacle n'est pas beau : la peur se marque sur tous les visages. De l'intérieur de ce tunnel, nos oreilles inexpérimentées ne font pas la différence entre l'éclatement des bombes et celui des obus de D.C.A. Les Algérois, pas plus braves qu'il ne faut, gémissent déjà sur leur ville en cendres. L'affolement est à son comble lorsqu'une dizaine d'arrivants couverts de plâtras font une irruption « *en catastrophe* » immédiatement après une explosion toute proche. Ils annoncent que la rue d'Isly est entièrement démolie.

Lorsqu'on sort de là, dégoûté à tout jamais de l'humanité en général et des abris en particulier, on s'aperçoit qu'il y a peu de casse, en définitive. Quelques maisons éventrées, c'est tout.

Mais comme les explosions ont volatilisé les vitrines, tordu les rideaux de fer des devantures, les plus courageux des Algérois, ceux qui sont revenus les premiers de leur venette, ont irrémédiablement, sans vergogne, mais avec méthode, pillé les boutiques sinistrées.

### **Samedi 14 novembre**

Ce matin, en passant par le boulevard Bugeaud, j'ai été arrêtée par deux soldats américains en armes. Avec le sourire, mais fermement. Personne ne passe. Cela suffit évidemment pour que, déjà, sans rien savoir, les curieux fassent cercle. Vers onze heures, plusieurs camionnettes surgissent, s'arrêtent devant l'Hôtel d'Angleterre. On évacue les officiers italiens de la Commission d'Armistice. Ils sont quinze, vingt peut-être, sanglés dans leur uniforme de parade vert gris, au col de velours bleu canard. Ils ont épinglé toutes leurs décorations Raidis, sans un regard autour d'eux, ils montent dans les voitures qui vont les mener au port.

La foule qui vient seulement de comprendre de quoi il s'agissait, enfonce les barrages et accourt en hurlant. La même foule qui, hier soir, suait de panique au fond des abris entoure ces vaincus, demeurés vaniteux et provocants, d'une énorme, d'une impudique clameur de haine. Les poings se dressent, on lance des journaux, roulés en boule à la tête gominée des Italiens. Miraculeusement, dans cette rue du centre, des pierres ont surgi sous les mains frémissantes. Anglais et Américains tentent de

protéger leurs prisonniers qui, blêmes, crispés, couverts de crachats s'en vont vers l'exil.

Il y a décidément quelque chose de plus méprisable qu'un homme, c'est beaucoup d'hommes.



Au bar de l'Oasis, le capitaine dbergdbergbergd W. boit du faux porto en attendant une table. Le capitaine Patrick W. a déjà pris contact avec l'administration française. Il raconte « *son* » débarquement, sur la plage de Sidi Ferruch :

*« ... et comme j'avançais\* vers la forêt, le revolver à la main, je vois une silhouette surgir de l'ombre. Une voix me dit : « Halte » et d'un ton Sévère : « Vous êtes Américain ? ». Je le confesse. Et la voix me dit cette chose étonnante : « Voulez-vous me montrer vos bagages, Monsieur, je suis douanier ».*



Dans l'après-midi, je me trouve dans la rédaction d'un des journaux d'Alger au moment où le rédacteur en chef chapitre un de ses collaborateurs qui l'est resté trop. Lui a été pétainiste avec mollesse et révolutionnaire national pour faire comme les autres. Il conclut par ce mot mirobolant :

*— Souvenez-vous qu'à partir d'aujourd'hui. Monsieur, je fais un journal américain.*

Nous vivons, au jour le jour, dans ta confusion. En somme, deux dangers menacent Alger : l'ordre et le désordre. L'amiral veut imposer le premier. Il veut régner dans la légalité, il veut la légitimité dans l'aventure.

*(à suivre.)*

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k10724003/f2.item.r=gloan>

01/04/1943

Cette légalité est indispensable à Darlan car les officiers, même parmi les plus favorables à la cause alliée, continuent à se sentir liés par le serment qu'ils prêtèrent au maréchal Pétain. Darlan et Noguès ont pris contact. Au cours de leurs conversations les hommes trouvent une solution qui est exactement à l'image de leur esprit.

Radio-Alger donne communication de la proclamation suivante :

*« Habitants de l'Afrique Française, le Maréchal a désigné le général Noguès comme son délégué en Afrique du Nord, le 10 novembre, avant l'entrée des Allemands en zone libre, croyant que j'étais privé de ma liberté. Le général Noguès vint hier à Alger. En pleine liberté, en plein accord avec lui, sur sa demande, j'assume la responsabilité des intérêts français en Afrique. J'ai l'assentiment des autorités américaines avec lesquelles je compte assurer la défense de l'Afrique du Nord. Chaque gouverneur ou résident reste à sa place et assure comme par le passé l'administration du territoire, conformément aux lois en vigueur. Français et Musulmans, je compte sur votre entière discipline. Chacun à son poste. Vive le Maréchal, vive la France ».*

Le général Noguès dans une proclamation identique confirme que *« venu en Algérie »*, il a constaté que l'amiral avait *« repris »* pleine possession de *« sa liberté »*.

Il se *« rend à ses ordres »*.

Darlan a jusqu'à présent parfaitement manœuvré. Le manque d'habileté de Giraud, le manque de courage de Noguès l'ont servi au maximum.

Quant au petit Châtel, il patronne l'entreprise dans des termes administratifs : *« Algériens, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance deux documents qui, dans les heures tragiques que nous vivons, etc... »*

Mais les arguties de l'Amiral ne convainquent pas les officiers. Or, il faut emporter leur adhésion, à tout prix : Darlan veut donner des gages aux Américains et proclamer la mobilisation générale le plus rapidement possible.

J'apprends par un membre du Deuxième Bureau de Darlan qu'au jourd'hui même un rapport vient de lui être remis, un rapport formel : l'Armée ne suit pas.

Dans l'esprit rusé, fertile du bonhomme, une nouvelle idée germe. Il prouvera aux Français que le serment prêté au Maréchal ne pourra être mieux respecté que dans l'obéissance au successeur qu'il a lui-même désigné dans un acte constitutionnel qui reste toujours en vigueur. Fidélité avait été jurée au Maréchal libre. Le Maréchal est dans l'impossibilité de gouverner : il ne le veut pas et a remis ses pouvoirs à Laval. Il se considère comme prisonnier. Darlan, seul, reste l'interprète de ses véritables sentiments.

Le mythe de la « *pensée secrète du Maréchal* » est né.



### **Dimanche 15 novembre**

Une curieuse épidémie s'est abattue sur le « *Paris* ». Chaque fois qu'un garçon s'adresse à un midship britannique, pour lui proposer les topinambours maison, le Médéa 13° ou les mandarines, avec son meilleur sourire, l'autre lui répond :

— *Indubitablement.*

C'est d'autant plus inattendu que pour la plupart d'entre eux c'est le seul mot français qu'ils prononcent. On cherche on remonte à la source et on trouve, au bar — naturellement — Hervé Rème, professeur d'anglais au Lycée Bugeaud, au chômage du fait des événements, et qui enseigne à présent le français aux jeunes officiers de la Fleet. « *Indubitablement* » est le résultat de sa première leçon.



Le clan des correspondants américains a fait son quartier général de cet établissement, qu'ils appellent d'ailleurs « *Café-de Paris* ». C'est, d'après leur estimation, et à la suite de sérieuses recherches, l'endroit d'Alger qui groupe le plus honorable pourcentage de jolies filles.

Il y a là le placide John MacVane, casque en tête du matin au soir sous prétexte que ni le calot ni le képi lui vont. Le benjamin des correspondants, [Lowell Bennett](#), 22 ans, après être passé par la

Sorbonne s'est engagé en 1939 dans notre Légion Etrangère et en 1940 chez de Gaulle. Il part demain pour le front tunisien (1). Charles Collingwood arbore sur son battle dress britannique un « badge » de « foreign war correspondent ». Thomas Watson, de [l'International News Service](#), très « major anglais retour des Indes » promène le brassard vert pomme, frappé du C blanc qui intrigue la population. [Knickerbocker](#), lui, en porte un à chaque bras afin d'éviter l'horrible catastrophe de passer inaperçu.

L'interminable Bill Stoneman, du « *Chicago Daily News* » a été le premier journaliste à mettre le pied sur le sol algérien. Il était à l'avant d'une barge chargée de troupes britanniques. On lui avait mis un porte-voix entre les mains.

— *J'entendais siffler les balles, et j'avais beau regarder autour de moi, personne ne paraissait y attacher d'importance.*

(1) En fait, **Lowell BENNETT** ne semble pas avoir quitté Alger le lendemain... puisque **Renée GOSSET** parle encore de lui le 10 décembre. Ce jeune correspondant de guerre se rendra célèbre un an plus tard : Par une nuit claire de décembre 1943, il a pu se joindre à une mission de bombardement au-dessus de Berlin à bord d'un quadrimoteur britannique qui est abattu par un chasseur allemand. **Lowell Bennett** saute en parachute comme les autres membres de l'équipage et ensuite... : lire son fabuleux témoignage publié en 1945 en langue anglaise « *Parachute to Berlin* » et traduit en français par son fils Alan seulement en octobre 2023 : éditions « Nuvis ». Un plaidoyer magnifique contre la guerre...

#### [Recension de l'ouvrage de Lowell BENNETT](#)

(à suivre.)

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1072402x/f2.item.r=gloan>

02/04/1943

Ces Anglais n'ont décidément aucune imagination. Pas rassuré du tout, je criais dans mon porte-voix les mots qui me venaient à l'idée : « *Ne tirez pas. Nous sommes des amis. Nous vous apportons du sucre* ».

Tous sont, surtout curieux de l'état d'esprit de la population. J'entends une fois de plus la question que tous les Anglais, que tous les Américains posent la première fois que vous les rencontrez : « *Est-ce que vous êtes contents que nous soyons ici ?* »

oo  
o

Aujourd'hui paraît dans la presse un avis du Haut Commandement américain, annonçant qu'il est interdit aux troupes de faire des achats de vivres dans les magasins. Depuis une semaine, en effet, les halles étaient vidées de leurs légumes, les boulangeries de leur pain, et la population, au lieu du nouveau Chanaan qu'elle avait espéré depuis le 8, trouvait, plus qu'auparavant, les boutiques vides.

Mais les troupes se résignent difficilement. Dans une boulangerie de Birmandreis, un grand diable d'Américain, type Far West, demande à être servi. On lui montre l'écriteau : « *On ne sert que les clients* ». L'autre, qui ne comprend pas le français, répète : « *Bread* » avec, obstination et comme la boulangère n'obtempère pas, il braque vers son opulente poitrine un Colt d'ordonnance.

Puis il s'en va, remerciant, en langue du Texas, son pain sous le bras. La commerçante, émue, s'en va trouver le maire pour lui confesser Bon manquement à la loi :

— *Et que faut-il faire s'il revient ?*

— *Donnez-lui en trois fois plus, fait le maire, partisan du « pas d'histoires ».*

oo  
o

Toujours clandestin, « *Combat* » paraît pour la première fois depuis le débarquement, sous le titre : « *Vivent les Alliés. Vive le général de Gaulle* ».



Darlan réalise la seule ambition de Giraud.

« *Dans les intérêts de la France et se considérant comme fidèle à ces intérêts, l'amiral Darlan a nommé le général Giraud commandant en chef pour l'Afrique du Nord* ».

Tandis que la radio d'Alger diffuse cette décision, celle de Vichy enjoint à l'armée d'Afrique, au nom du Maréchal : « *Refusez d'obéir au général Giraud qui a trahi son serment d'officier et qui a manqué à l'honneur* ».

Mais Laval n'a pas encore songé à faire abroger l'acte constitutionnel N° 6. Darlan demeure toujours le Dauphin. La pièce est bien jouée. Noguès, tranquilisé, est reparti pour Rabat. On attend le ralliement de [Boisson](#), rassuré sur sa situation personnelle par la déclaration d'hier.



Les alertes ont duré toute la nuit. La Luftwaffe a bombardé plusieurs fois le port. Une bombe perdue est tombée en face de l'Hôtel Aletti, démolissant une maison.

### **Lundi 16 novembre**

On apprend de France l'arrestation du [Général de Lattre de Tassigny](#). Giraud fait annoncer par Radio-Alger que les membres des commissions d'armistice allemande et italienne répondent sur leur vie de la vie du général. A la même émission, l'amiral Darlan, à l'écoute, apprend qu'il est placé « *hors de la communauté nationale* » : Darlan plastronne ; son entourage en témoigne...



Cinq heures, le soir. Je passe par le quartier arabe de la place de Chartres qui grouille de paisibles promeneurs. La fin du jour est couleur d'aquarium, et dans les dernières flaques de soleil, les maisons montrent leur lépreux bas des murs, comme la crasse

au bas des peignes. C'est l'heure où chacun sort de chez soi, s'attable à la terrasse des cafés maures, s'égaille par les ruelles, va, vient, discute à grands gestes de mains agiles, voltigeantes. Au milieu des indigènes, déguenillés, quelques « *tommies* » badaudent. Trois de ces grands garçons tombent en arrêt devant un marchand de brochettes de mouton. Et l'un d'eux, qui a entendu parler de la France, interroge avec une curiosité un peu écoeürée :

— *Grenouilles ?*

Ce soir, au « *Paris* » Pierre Etienne Flandin, ex-conseiller du Maréchal, dîne avec M. [Paul Saurin](#), député d'Oran, chez lequel il loge lorsque, d'aventure, il vient à la ville. Car chacun sait que M. Pierre Etienne Flandin n'a plus d'autre ambition que de mettre en valeur ses vignobles de Philippeville !

(à suivre.)

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1072404r/f2.item.r=gloan#>

03/04/1943

Au café, j'échange quelques mots avec P. Etienne Flandin :

« Non, fait-il, depuis le début de la guerre, je me suis abstenu de toute déclaration publique. J'estime qu'il faut garder le silence...

— Ne pensez vous pas que quelque chose a changé et que...

— Maintenant moins que jamais, dit Pierre Etienne Flandin.

C'est pourquoi, probablement toujours fidèle aux vieux procédés, l'ex-Président du conseil a gravi cet après-midi la rue Michelet et est allé déposer sa carte chez M. Murphy, au Consulat des États-Unis.

À toutes fins utiles...

### **Mardi 17 novembre**

Une délégation des Israélites d'Alger s'est rendue ce matin chez le général Eisenhower auquel ils ont présenté leurs revendications. Darlan au pouvoir, les lois de Vichy toujours en rigueur ont profondément déçu les Juifs d'Afrique du Nord. Beaucoup d'entre eux étaient parmi ceux qui préparèrent le débarquement. Or pour eux, rien n'a changé.

Le général Eisenhower les reçoit aimablement. On échange de bonnes paroles. Il les renvoie en les accompagnant jusqu'à la porte. La thèse officielle américaine s'affirme déjà lorsqu'il conclut, en leur serrant chaleureusement la main :

« Nous sommes venus pour faire la guerre. Que le peuple français fasse sa politique, pourvu qu'elle ne contrarie pas notre action militaire ».

C'était une déception. Celle-là et d'autres conduisent à des renversements parfois étonnants. Un officier du 2<sup>ème</sup> Bureau qui revient d'Oran m'affirme que S.O.L., Espagnols et Juifs s'unissent maintenant et provisoirement pour saboter les entreprises alliées. Je lui en laisse la responsabilité.

oo  
o

En pleine « occupation américaine », les journaux ont censuré le discours du président Roosevelt. Mais comme, tout de même, on n'a pas osé aller jusqu'à brouiller la « Voix de l'Amérique » on se

répète dans le public que Darlan n'est « *qu'un expédient provisoire, justifié uniquement par les nécessités de guerre* ».

On s'en doutait.



Pierre Louis Ganne <sup>(1)</sup>, Breuleux <sup>(2)</sup>, Marquant, Guitard <sup>(3)</sup> et l'homme de confiance de Châtel, Canavaggio <sup>(4)</sup>, qui depuis des mois se chargeait de frigorifier pour les envoyer en Espagne des moutons algériens tandis que Châtel — bonne organisation du travail — décréait les cent grammes de viande par semaine, sont arrêtés. Guitard était à l'Information, Marquant, un des chefs de la Légion des Combattants, Breuleux s'affichait avec des commissions d'Armistice — moins que sa femme qui avait eu les cheveux rasés pour la même raison.

Pierre Louis Ganne, président du groupe « *Collaboration* » écrivait il y a quelques jours encore dans la « *Dépêche Algérienne* » :

« *Du point de vue industriel les ruines fumantes de Stalingrad ne présentent aucun intérêt. Du point de vue stratégique, pas d'avantage...* »

Par contre, tandis que Radio-Paris réclame des représailles pour l'exécution de [Marcel Sauvage](#), je prends l'apéritif avec l'intéressé... et avec Georges Rehm <sup>(5)</sup>, chef de la censure américaine.

(1) **Pierre Louis Ganne**, éditorialiste maréchaliste de « *La Dépêche algérienne* »

(2) **Georges Breuleux de Raffin**, ingénieur des arts et métiers, commandant de réserve, administrateur de plusieurs sociétés, membre de la Chambre de Commerce d'Alger, président départemental de la « *Légion Française des Combattants* »

3) **Paul Guitard**, au P.C.F. jusqu'en 1929, puis au P.P.F., chef du service de presse et propagande au Gouvernement Général de l'Algérie

(4) **Ferdinand Canavaggio**, chef-adjoint du cabinet du Gouvernement Général de l'Algérie

(5) **Georges REHM**, journaliste pour l'édition parisienne du *Chicago Tribune*, et du *New York Herald Tribune* et aussi pour *Times*. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il était membre de [l'O.W.I.](#)

(Recherches FXB)



Je déjeune chez MacVane, de la N.B.C. Avec ses cheveux couleur café bouillant, ses yeux tristes derrière ses lunettes d'écaille, son air sombre et appliqué, il ressemble à un épagneul, fidèle, intelligent, qui nourrirait une affection non payée de retour.

Il me demande de collaborer avec lui. Nous passons l'après-midi à chercher un bureau pour lui et Collingwood, de la C.B.S. MacVane, timidement, poliment, enlève son casque à chaque visite. Je bous...

J'explique à un chef de bureau que ce Monsieur si courtois pourrait faire réquisitionner s'il en avait l'envie :

— *Ça m'est égal, répond l'autre, pourvu que vous fassiez une demande officielle.*

MacVane, bonne âme, attendra dix jours encore avant de trouver un local pour faire ses émissions. Finalement découragé, il ira émettre au G.Q.G. américain.

oo  
o

Certaines classes ont déjà été mobilisées. Les Israélites exceptés : ils seront appelés plus tard. Des feuilles de rappel individuelles ont été lancées aux hommes appartenant à des unités motorisées. Cette levée se fait lentement mais l'on évite la mobilisation générale que la population algérienne redoute.

Je dîne au restaurant comble en face d'un sous-lieutenant qui, sans pudeur, s'explique avec un garçon qui lui ressemble — son frère ? :

— *On s'est déjà battu. Recommencer une nouvelle guerre, après avoir réussi à ne pas se faire trouser la peau dans « l'autre ». Zut alors !*

(à suivre.)

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1072406k/f2.item.r=gloan>

05/04/1943

### **Mercredi 18 novembre**

Les correspondants américains ne sont pas toujours rassurés quant à la nourriture qu'on leur fait absorber. [Merrill Mueller](#), du « *Newsweek* », tend un doigt soupçonneux vers l'enseigne d'une boucherie chevaline :

— *Vraiment, vous mangez du cheval ?*

— *Bien sûr. Les ménagères font la queue pendant des heures pour un bifteck.*

Horrifié, Mueller est tombé dans un fauteuil. Je complète perfidement :

— *Au restaurant, ce serait plutôt du chameau que vous mangez.*

Merrill Mueller n'a pas été discret. Pendant quelques jours, les correspondants de guerre des Etats-Unis, mis au courant, feront une consommation exclusive des bonnes vieilles conserves de Chicago.

oo  
o

Alerte et bombardement du port comme chaque jour.

### **Jeudi 19 novembre**

Pour la première fois, l'amiral Darlan prend personnellement la parole au micro. Sa dernière émission avait été faite à Vichy, il y a quelques mois, pour prêcher la collaboration. Aujourd'hui, il « *exécute les ordres du Maréchal communiqués alors qu'il pouvait s'exprimer librement* ». Ceux que Pétain a mis en place, demeureront en place. « *Je vous demande d'être de cœur avec moi pour notre patrie meurtrie et son chef respecté* ».

oo  
o

Les journaux annoncent l'arrestation de Weygand. [Le général Juin](#) a trouvé la nouvelle sur sa table Ce matin. Lorsque Weygand vint en Algérie, les Allemands venaient de lui offrir la libération de dix prisonniers de guerre à choisir. C'est ainsi que Juin fut désigné après s'être engagé sur parole à ne pas reprendre les armes. Depuis lors la roue a tourné.

## Vendredi 20 novembre

L'amiral a pris goût au micro : il y fait son deuxième discours aujourd'hui. Nouvelle protestation d'un amour malheureux pour le maréchal « *l'incarnation vivante de la France, qui a perdu sa liberté d'action* ». L'amiral est sûr d'être le véritable interprète de ses pensées. Il connaît « *les sentiments amicaux du maréchal pour les Etats-Unis* ».

Les « *sentiments amicaux* » du maréchal s'extériorisent à la même heure sur les antennes de Radio-Vichy : il faut faire couler le sang de « *l'envahisseur* ».

La position morale de l'amiral devient intenable. Suspect à tous, il livre pour l'instant une lutte sournoise au général Giraud. Le capitaine B — qui est mêlé aux « *négociations* » entre les deux hommes — me raconte que chaque fois que Giraud prononce le nom d'un officier pour son État major, Darlan se récrie. Il en propose un autre qu'aussitôt le général repousse.

Ce petit jeu dure huit jours. Enfin, moustaches hérissées, le général Giraud fait un esclandre et tonne :

— *J'en ai assez...*

L'amiral s'incline. On parle beaucoup des généraux [Prioux](#) et [Blanchard](#).



L'apéritif au « *Paris* » en compagnie de MacVane et Watson. Je leur présente Jean Louis Binet, sous lieutenant, polytechnicien, fils d'un administrateur d'une compagnie de navigation britannique et qui est arrivé à Alger, par le dernier avion de France. Petit topo sur le moral français, sur les concentrations de troupes allemandes en Ile de France, sur la nécessité d'organiser des émissions de propagande américaine vers la métropole.

MacVane l'invite à déjeuner.

Je le vois se raidir, se troubler :

— *Non, tout de même. Je suis en uniforme français. Vous, en uniforme anglais, dit-il à Watson. Nous nous sommes battus en Syrie. C'est trop tôt.*

Mais il ramène sans vergogne la conversation sur les services qu'il pourrait rendre à la propagande alliée.

oo  
o

Alerte quotidienne, à sept heures du soir, comme d'habitude. Lorsqu'elle se termine, les restaurants sont fermés.

— *Alors quoi, ils ne cassent pas la croûte ces gars là ?* fait un agent qui rentre chez lui.

— *Dame*, répond son acolyte patriotiquement, *ils n'ont plus rien à bouffer chez eux.*

oo  
o

### **Samedi 21 novembre**

Au bout de deux semaines, les autorités américaines se sont souvenues que, dans les prisons moisissent des gens enfermés pour la cause alliée ou parce qu'ils avaient essayé de fuir vers Gibraltar. J'en ai connu beaucoup de ces jeunes gens, pris stupidement au moment où ils s'embarquaient sur des coques de noix ou en franchissant les frontières. Souvent « *quelqu'un* » s'entremettait. Je me souviens de la surprise de Comte, coffré sur la côte, en flagrant délit de départ pour l'Angleterre, et s'entendant dire au mépris de toute vraisemblance par le commissaire de police :

— *Alors mon gaillard, on loue des bateaux pour faire des partouzes ? Si je vous y reprends...*

On saura un jour le nombre de gaullistes, « *repêchés* » ainsi par le chef de la brigade de police spéciale, [Achiary](#).

Tous n'ont pas eu cette chance. Depuis quinze jours, au fond de leurs cachots ils commençaient à désespérer. Sur l'ordre personnel de Eisenhower « *tous les prisonniers politiques qui ont favorisé l'action alliée avant le débarquement sont amnistiés* ».

oo  
o

Dans les couloirs du Consulat des Etats-Unis, le major belge Van der Stichelen accompagne deux de ses compatriotes qu'il veut faire partir pour l'Angleterre. Officiellement chargé de la liquidation de quelques dizaines d'avions belges échoués en Afrique du Nord après la campagne de France, son rôle principal a surtout consisté à « *exporter* » sur la Grande-Bretagne tous les

Belges d'Afrique du Nord en âge de se battre. Ses difficultés avec le Consul de Belgique, vichyssois à tous crins, sont légendaires à Alger.

Il fut mêlé aux premiers projets de débarquement, dès avril 1941. M. Murphy qui se trouvait à Vichy avait fait communiquer un plan d'action préliminaire à Alger, par un officier français sympathisant. Les inspecteurs de police firent irruption à l'hôtel Alexandra au moment où les comploteurs prenaient le thé autour des documents secrets. Dans la rafle, outre le Belge étaient « *cueillis* » une demi-douzaine d'officiers français : le commandant de Chasset, les capitaines Dartois (1), [Bauffre](#), [Loustounau](#), Lescot, Faye.

*(1) Louis DARTOIS, né le 25 septembre 1904. Saint-Cyr en septembre 1924, opte pour l'aviation, breveté pilote en janvier 1928. A la 7ème escadre aérienne (1939/1940), replié en AFN. Participe à l'entrevue de Cherchell, en 1942. Nommé commandant de l'École de l'air à Marrakech en juillet 1943. Mort dans un accident aérien le 8 septembre 1946 à Nevers. (Note FXB)*

Une fois de plus, Achiary joua les « *terre neuves* ». Tous furent relâchés, sauf Bauffre, victime expiatoire, qui fit six mois de prison préventive et fut mis ensuite en congé. Or, Bauffre, aujourd'hui, va devenir officier d'ordonnance du général Giraud.

Ce fut une des dernières interventions d'Achiary. Quelques jours plus tard, il était envoyé en disgrâce à Sétif sur l'intervention du commissaire Bègue, venu spécialement de Vichy pour traquer les gaullistes. Le lendemain, les documents qui auraient pu compromettre les accusés étaient enlevés et mis « *en lieu sûr* » dans les archives du Commandement Supérieur de l'Air, par les soins diligents du 2<sup>ème</sup> Bureau.

L'amiral Darlan crée un secrétariat économique en Afrique du Nord qu'il attribue à [l'amiral Fenard](#). L'amiral Fenard paraît particulièrement qualifié pour s'occuper d'économie : sa grande préoccupation pendant les journées confuses des 9, 10 et 11 novembre a été de s'enquérir de la façon dont seraient réglées les soldes : en livres ou en dollars.

Il avait été fortement question de nommer à ce poste [A. R. Métral](#) qui se réclamait de l'amitié du maréchal Pétain et de solides relations aux Etats-Unis, où il eut une certaine audience comme économiste.

Il conte le mot suivant de Pétain en février 1941. Rentré d'une mission économique aux U.S.A. il avait tout de même laissé

pressentir vaguement la possibilité d'un débarquement sur le continent d'Afrique :

— *Qu'ils n'aillent pas trop vite, surtout, qu'ils n'aillent pas trop vite, sinon ils vont rater le coup.*

Actuellement, Métral entreprend de démontrer aux Américains que les Français doivent se méfier de l'emprise américaine et que le taux de change — 300 francs pour une livre, 75 francs pour un dollar — est un taux d'infamie.

Métral ne sera pas secrétaire économique de l'Afrique du Nord. Alors, pour faire comme tout le monde, il conspirera...

### **Dimanche 22 novembre**

Mon ami Jean Castet <sup>(1)</sup> a été nommé depuis quelques jours chef des informations Radio-Alger. Sa situation est bouffonne car ce chantre officiel de l'amiral Darlan n'est autre que le rédacteur en chef de « *Combat* » le journal clandestin gaulliste. Ceci donne une idée de l'extravagance qu'on rencontre quotidiennement à Alger.

(1) Cité par de Gaulle dans ses « Mémoires de guerre (1943) : « ... les ondes d'Alger étaient en France moins familières que celles de la B. B. C. Sans doute les efforts d'Henri Bonnet commissaire à l'Information, de Jacques Lassaing directeur de Radio-France, de Jean Amrouche, Henri Bénazet, Jean Castet, Georges Gorse, Jean Roire, etc... réussissaient-ils à donner de l'intérêt et du caractère à nos émissions d'Alger, de Tunis et de Rabat... » (FXB)

Ses commentaires à la radio sont très écoutés. Ses silences davantage encore. Il livre à la censure une bataille souvent victorieuse. Les censeurs anglais se contentent avec bienveillance d'ailleurs, de s'attaquer aux informations militaires. Les censeurs américains cherchent à déceler les perfidies politiques. Quant aux censeurs français, ils ont des instructions précises : surtout pas de gaullisme.

Mais Jean Castet joue auprès d'eux du prestige américain. Et comme ce personnel est resté le même que celui de Vichy, approuvé par l'Axe, il tremble de paraître se souvenir de ses fâcheux antécédents.

Enfin, c'est George Rehm de l'O.W.I. qui dirige provisoirement la censure américaine et qui, lui, ne cache pas ses sympathies gaullistes. Comme c'est simple, tout cela...

*(à suivre.)*

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1072408d/f2.item.r=gloan>

06/04/1943

## Lundi 23 novembre

Boisson, assuré à présent de garder sa place, se rallie aujourd'hui à Darlan. La presse l'annonce sur huit colonnes, en caractères énormes. L'amiral qui n'en ratera pas une proclame, dans son troisième broadcast en cinq jours :

« *L'A.O.F., en se plaçant librement sous mes ordres montre ainsi qu'elle demeure fidèle à la personne du Maréchal* ». Or, à la même heure, ledit Maréchal parle lui-même sur les ondes de Vichy aux soldats d'A.O.F. pour leur prêcher un tout autre genre de fidélité.

Chaque jour s'accroît le ridicule de cette période qui sera plus tard « *historique* ». Je serais curieuse de savoir comment, dans vingt ans, on enseignera, en « *sixième* », les événements d'Alger ?

Darlan, en terminant son speech, parle de « *L'éminent* » général Giraud et du général Noguès, ce qui constitue une nouvelle hiérarchie dans le cadre des officiers généraux.

oo  
o

[Bernard Metz](#), vice consul de Grande-Bretagne, est le seul membre du Consulat qui soit demeuré d'une façon ininterrompue à Alger depuis l'armistice jusqu'au débarquement allié. Il a été oublié par la police française, oublié par les sbires de la Légion, oublié par les Commissions de l'Axe. Sans autorisation de séjour, sans appui officiel de son pays, il a traversé deux ans et demi d'anglophobie officielle, en vivant à la petite semaine. Faisant office de consul, de dactylo, d'officier payeur, de service de renseignement, de correspondant de Reuter, il a, en plus, coopéré aux préparatifs du débarquement.

C'est un fervent supporter de M. Murphy :

— *Voilà, me dit-il, radieux, l'aboutissement de la politique qu'on reproche tant à Murphy. Sans Darlan, jamais nous n'aurions eu l'A.O.F.*

oo  
o

Peut-être. Mais si Darlan n'avait pas été mis au pouvoir, sans doute M. Bernard Metz n'aurait-il pas eu aujourd'hui la surprise, en remontant la rue Michelet pour se rendre à son bureau, de constater que le Centre de Propagande de la Légion prudemment clos depuis le débarquement, avait rouvert ses volets. Des vitrines de la « *Marquise de Sévigné* » ont disparu les violentes caricatures antibritanniques. Mais, avec impudence, on y a repris la vente des photos officielles du maréchal Pétain, des brochures de propagande collaborationnistes portant l'estampille de Vichy, des insignes de la Légion, des francisques, etc...

Dans tous les magasins, dans tous les cafés, le vieillard continue à trôner. Rarement, timidement, on l'a parfois flanqué d'une photo de l'amiral Darlan, mais comme le bon peuple, malicieux sans le savoir, a le sens des hiérarchies, Pétain apparaît sur deux mètres carrés et son gérant en in quarto.

Sur toute la longueur du mole du port la première chose que les troupes anglo-saxonnes aperçoivent en mettant le pied sur le sol algérien sont les mots de quinze pieds de haut : « *Légion—France—Travail—Famille—Patrie* ». Et le petit Claude, quatorze ans, fils d'un officier de mes amis, a eu comme sujet de composition française, il y a quelques jours encore, une dissertation sur ce même slogan vichyssois. Subversivement, il a traité la question en deux lignes : « *Décidément, moi, je préfère : « Liberté, Egalité, Fraternité* ». L'instituteur n'a pas insisté.

## **Mardi 24 novembre**

[Agnès Capri](#) fait une entrée discrète au « *Paris* » enveloppée d'un burnous en guise d'imperméable. Elle est accompagnée de sa fidèle amie, Claude et de [Patrick Waldberg](#) qui papillonne autour d'elle. Agnès Capri, arrivée à Alger, y a été bloquée par le débarquement, et est devenue, bon gré, mal gré une figure algéroise. Cette étonnante fille, intelligente et laide, ressemble avec son menton aplati et son long, son interminable cou, à une autruche. Elle parle doucement, d'un air absent, les yeux au loin. Elle a introduit le surréalisme au music hall, confectionne elle-même ses opéras « *qui ont l'avantage de ne pas durer plus de quatre minutes* ». C'est une grande artiste qui se prend parfois pour une bonne chanteuse.

Elle a commencé par réciter des poèmes de [Georges Fourest](#). Aujourd'hui, elle dit les poésies de [Max Pol Fouchet](#). C'est la guerre.

oo  
o

Patrick Waldberg s'ennuie. Comme Georges Rehm, c'est un journaliste exilé à la censure : la pire des disgrâces. Il fait partie du Psychological Warfare Section, dont les membres ont bourlingué par monts et par vaux à travers l'Europe. Le Psychological Warfare Section s'est installé à l'Hôtel de Cornouailles qui était le siège de la censure française. Il occupera bientôt la place entière.

Après le « *champagne* (sic) - *cocktail* » du bar de l'Aletti (qui devient décidément un endroit infréquentable pour une femme seule ayant envie de le rester) on décide d'aller dîner « *au marché noir* ». Nous allons donc chez Bouvard, le traiteur suisse de la rue Bab Azoun où, pour peu qu'on connaisse le chemin du deuxième étage, on se fait servir des hors d'œuvre, un poisson, du poulet, un entremets et un fruit. Nous nous en tirons à onze cents francs pour cinq.

(à suivre.)

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1072410g/f2.item.r=gloan>

07/04/1943

La place du Lycée a été sérieusement bombardée aujourd'hui. Toute une aile du bâtiment s'est effondrée. Des maisons, aux alentours, ont été également atteintes. L'hôpital Maillot n'a pas été épargné. Mais le « *clou* » du bombardement, ce sont les torpilles qui sont tombées sur la prison civile de Barberousse. Des prisonniers ont réussi à s'enfuir. On ne les reverra jamais. D'ici à ce que le public claboude et attribue le coup à l'Intelligence Service, il n'y a pas loin. Le soir même, c'est fait. Tel est le climat d'Alger

oo  
o

« *Combat* », avec le titre « *Il faut un gouvernement à la France* » publie son 39<sup>ème</sup> numéro clandestin. On y trouve cette phrase qui deviendra une phrase terrible dans un mois : « *Où donc trouver ce gouvernement ? À défaut de Darlan, dont les jours sont comptés...* »

### **Mercredi 25 novembre**

En dépit des anathèmes de Pétain, Radio-Maroc termine toujours ses émissions par la formule : « *Vive le Maréchal* ». Le goût du masochisme est décidément la seule chose que Vichy ait réussi à donner à la France...

« *Charlie* » Collingwood de la Columbia Broadcasting Company est probablement le plus remarquable de tous les correspondants de guerre anglo-saxons. Il a le sens politique le plus vif, en dehors du flair journalistique que les autres possèdent également. De tout le lot, il est le seul à s'y reconnaître dans la politique française actuelle. Il a de la chance...

Il me donne des nouvelles de Huxley. Je lui dis qu'il est probablement l'écrivain anglais le plus prisé en France depuis deux ans. Je lui apprend également que Vichy avait interdit la traduction et même la réédition de toutes les œuvres de langue anglaise. Pierre Laval s'est payé le ridicule de mettre Shakespeare à l'index.

Charles Collingwood avait la place pour quatre livres dans sa valise : il se décida finalement pour un recueil de poètes

américains. « *Les conversations imaginaires* » du styliste Landor, « *Alice in Wonderland* » et « *Sodome et Gomorrhe* » de Proust. Nous avons réussi à bavarder pendant une heure sans citer le nom de Darlan, ni celui de Giraud, ni celui de Murphy. C'est trop beau. Au moment de nous quitter. Collingwood me rattrape :

— A propos, savez-vous que Lemaigre-Dubreuil..

### **Jeudi 26 novembre**

Jour sans alcool. Je prends mon premier whisky depuis longtemps, à l'Hôtel de Cornouailles. Quand je pense qu'il y a des gens qui disent que le débarquement n'a pas été une opération réussie !

### **Vendredi 27 novembre**

La flotte française s'est sabordée à Toulon !

Cette incroyable nouvelle déferle sur la ville. On regarde les marins avec rancune. Eux se sentent solidaires, responsables, et se font tout petits.

Darlan n'a pas cette pudeur. Il bondit au micro :

*« J'ai demandé à la flotte de quitter Toulon, le 12 novembre dernier, pour que l'Afrique française, seule place au monde où notre drapeau flotte librement... Habitants de l'Afrique, nous sommes le seul espoir de la France... »*

Les ouvriers de la onzième heure ont parfois de curieuses absences de mémoire Le temps n'est point tellement éloigné pourtant où Darlan faisait juger et condamner d'autre « *dissidents* ».



Le Journal Officiel de Vichy annonce aujourd'hui que l'« ex » amiral Darlan et l'« ex » général Giraud sont privés de la nationalité française. Le général Giraud, militaire dans l'âme, et qui souffre de légalité rentrée, le général Giraud, l'évadé dont le courage physique est légendaire, s'effondre : ceux qui l'approchent ce 27 novembre disent « *qu'il a l'air d'une loque* : »

— *Me faire ça à moi, à moi qui suis un si bon Français.*

Le mot se répète. Paul Giovonni qui fut avec Me Cutelli le défenseur de [Mandel](#) me raconte que ce furent, mot pour mot,

les paroles prononcées par [Edouard Daladier](#) lorsqu'il apprit sa déchéance de la nationalité française.

### **Samedi 28 novembre**

Le capitaine de frégate Z. est notoirement connu comme « *A.D.D.* », ce petit groupe d'officiers de marine — « *Amis de Darlan* » — dont l'amiral a fait toute la carrière. Ses paroles rendent donc un curieux son lorsqu'il annonce, en confidence, autour de lui l'arrivée prochaine de [Marcel Peyrouton](#), « *nanti des pleins pouvoirs du président Roosevelt* ».

C'est la première fois depuis le débarquement que j'entends prononcer le nom de l'ex-ministre de l'Intérieur. Je m'empresse de lâcher la nouvelle à l'endroit où elle peut faire le plus d'effet : dans les couloirs du Consulat des Etats-Unis. On ne dément pas — oh non, on ne dément pas l'arrivée possible de Peyrouton — , mais le moins qu'on puisse dire est qu'on ne confirme pas le mandat de Roosevelt.

C'est exactement le genre de réaction, que désirait le madré Amiral en lançant son ballon d'essai : Peyrouton n'est pas encore l'homme qui mettra fin à son règne.



Cependant, certains Américains sont sensibles au malaise qui plane sur l'Afrique du Nord. Le Psychological Warfare Section entreprend de sonder l'opinion publique à Alger, puis à Oran où [Garrett](#) a pris contact avec l'organisation de [Roger Carcassonne](#). Ceux-là commencent à se rendre compte de la faute psychologique qu'a constitué l'emploi d'un Darlan et plus encore son maintien.

Au fur et à mesure que les yeux des enquêteurs s'ouvrent, la politique du P.W.S. s'écarte de celle de M. Murphy qui continue à se mouvoir entre ses bureaux et son petit cercle de relations personnelles.

Bientôt, par la force des choses, le clan du State Department se trouve en opposition complète avec le clan composé du Psychological Warfare Section et des correspondants de guerre, MacVane et Collingwood en tête qui, eux, vivent au niveau du commun des mortels.

Ostensiblement, le général Eisenhower se garde de prendre parti. Tard dans la soirée, je passe rue de la Liberté, à l'« *Echo d'Alger* ». [Bréchignac](#), un des rares journalistes algérois qui n'ait pas eu à retourner sa veste au moment de l'arrivée des Alliés, me tend une « *morasse* » qui revient de la censure, zébrée de coups de crayon bleu. C'est le discours de M. [Churchill](#), coupable d'avoir prononcé, cet après-midi à Londres, le nom du général de Gaulle. Sans un mot, Bréchignac lève les bras au ciel et disparaît à l'imprimerie.

### **Dimanche 29 novembre**

Aux terrasses du « *Laferrière* », du « *Coq Hardi* », auteur de l'apéritif dominical, on commence à entendre d'aigres commentaires sur les difficultés de la campagne de Tunisie. Le public algérien s'était fait des illusions, encouragés encore par les fanfaronnades des premiers jours.

Les censeurs des quotidiens, avant d'accrocher le président Roosevelt et M. Churchill à leur tableau, de chasse, auraient peut-être été mieux inspirés d'édulcorer récemment certaines prophéties tapageuses du Haut-Commandement allié.

(à suivre.)

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k10724129/f2.item.r=gloan>

08/04/1943

J'apprends de la bouche de trois lieutenants parachutistes américains, leur chanson de route (si j'ose ainsi dire) :

**It's a long way to Yokohama  
It's a long way to go  
It's a long way to Nagasaki  
Where the Japs we're going to show  
Good-bye to Carolina  
Farewell girls so fair  
It's a long way to Yokohama  
But we'll jump right there.**

On comprend que, dans l'esprit de ces garçons, le détour par Tunis ne constitue pas précisément un raccourci sur la route de Yokohama.

Ils sont merveilleusement équipés : ils me montrent le chèche qu'ils enrouleront autour de leur tête, la double boîte de matière plastique, transparente, contenant leur matériel de secours, un petit sac de caoutchouc à s'accrocher autour du cou, destiné aux papiers personnels, leurs caramels vitaminés « *Horlicks* », du lait en tube, des comprimés stérilisateurs pour rendre l'eau potable, du chocolat, des pastilles « *coup de fouet* » redonnant six heures de vigueur, et une adorable, minuscule, boussole, plus petite qu'une pièce d'un sou.

Avant d'être parachutés, on les dote d'une petite fortune en authentiques Louis d'or, dont on se demande où les trésoriers payeurs américains ont été les chercher et d'une carte en français et en arabe — clou de leur matériel portant sous un texte étonnant la signature du président Roosevelt :

*« Le Président des Etats-Unis est un grand ami de l'Islam. Nous sommes venus pour que vous ayez la liberté d'adorer votre Dieu... »*

Sur l'autre face, un petit lexique anglo-arabe avec la prononciation figuée de mots « *de première utilité* » : « *A boire, manger, dormir, de l'eau...* » Enfin, une recommandation alléchante : « *Si vous trouvez le porteur de cette carte en difficulté, conduisez-le au plus proche poste allié où une récompense vous attend* ».

Déjà, en Tunisie, la chose s'est produite :

— *Un de mes camarades, me raconte Hugh Hogan, a été ramené des lignes allemandes jusqu'aux lignes américaines à travers des chemins de montagne, par des indigènes. On leur a donné deux mille francs de prime...*

Pas trente francs le kilo. Le mouton vaut plus cher.

### **Lundi 30 novembre**

Une délégation de « *conspirateurs* » a tenté de se faire recevoir aujourd'hui par le général Eisenhower. Ils se sont rendus à l'hôtel Saint Georges, ont traversé les jardins, forcé le premier barrage, le deuxième barrage, le troisième barrage, mais n'ont pas réussi à franchir le dernier qui les séparait du général. Un officier de son État-Major les a reçus. Ils lui soumettent le texte d'une affiche qu'ils veulent apposer demain sur les murs de la ville :

« Américains, Anglais,  
Lors du premier succès allemand, lors de votre premier revers, vous verriez les armes françaises se retourner contre vous. Pourquoi ?  
À cause de Darlan... »

Ce que les « *perturbateurs* » viennent demander au général Eisenhower ce n'est pas — bien entendu — sa bénédiction, c'est d'être emprisonnés le plus vite possible par les Américains afin de ne pas l'être par la police de Darlan.

On les éconduit, courtoisement : « *Le général est absent* ». Mais l'idée de l'emprisonnement préventif fera son chemin...



« *Combat* » a fait à nouveau son apparition, aujourd'hui dans les boîtes aux lettres. L'amiral Darlan l'a trouvé, sous enveloppe blanche, dans son courrier, au moment du petit déjeuner. Tout le numéro n'est qu'un terrible réquisitoire :

« *François Darlan, qu'avez-vous à dire pour votre défense ?* »

L'Amiral donne des instructions. Dorénavant son secrétaire épluchera le courrier plus soigneusement.

Mais le café au lait ce matin-là passe difficilement.

Madame Darlan qui, après avoir tremblé pour la santé de son fils, tremble pour la vie de son mari, lui répète comme elle le fait chaque jour :

—*Tu as tort. Tu finiras par te faire assassiner.*

Le secrétaire répète le propos à plusieurs personnes. Un jour, autour d'un cercueil, on évoquera la prophétie.

oo  
o

En attendant, la campagne anti-darlaniste bat son plein. Les murs se couvrent de papillons : « *L'Amiral à la flotte* » ; « *De Gaulle : France ; Darlan : Traître* ». Une inscription au pochoir est tracée dans la nuit sur les vitrines du centre de propagande légionnaire : « *Vive la République, Vive Roosevelt* ».

oo  
o

En trois semaines, cinq cents suspects ont été arrêtés, sur la demande des autorités alliées : partisans de Vichy, collaborateurs, S.O.L., chefs de la Légion, ex-trafiquants avec les commissions d'armistice. Le P.P.F., le P.S.F. n'ont pas été oubliés dans cette rafle.

Mais il en reste encore. Il en reste beaucoup, épargnés par une indulgence qui, souvent, touche à la complicité. Alors, le Psychological Warfare Section s'inquiète. Et après s'être inquiété, il agit. On voit parfois deux hommes sonner à la porte d'un traître notoire :

— *Suivez-nous immédiatement.*

L'autre accepte ou refuse. Cela n'a au reste, aucune espèce d'importance. Au bout de cinq minutes, on le voit sortir encadré de ses gardes qui, dans le plus pur style gangster, ne le quittent ni d'œil ni du canon de leur « *sten gun* ».

Une voiture, chauffeur au volant, attend au bord-du trottoir :

— *Comme d'habitude, patron ?*

— *Comme d'habitude, Musca.*

(à suivre.)

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

[https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k10724144/f2.item.r=gloanà suivre.\)](https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k10724144/f2.item.r=gloanà%20suivre.)

09/04/1943

À la prison civile de Barberousse, les gardiens, eux aussi, commencent à avoir l'habitude. La première fois, ils auraient bien voulu que « *ces messieurs soient assez aimables pour leur montrer le mandat d'arrêt* ». A présent, ils ont toujours un cachot disponible. Aussitôt l'interrogatoire commence...

oo  
o

Boisson, en costume gris clair et en guêtres blanches, claudicant légèrement est arrivé hier en Alger. Noguès est attendu ce matin. En façon de bienvenue, l'amiral Darlan a pris hier un décret lui déléguant les pouvoirs législatifs pour le Maroc.

Une cohorte d'officiers d'Etat-Major attendent l'appareil à Maison Blanche. Dans un coin du terrain, des ouvriers déblaient les débris d'un hangar, détruit par un récent bombardement. L'appareil a du retard, il a eu du mauvais temps sur l'Atlas.

Lorsqu'il se pose, le général Noguès en descend le premier. Il est vif, menu. Sa face mince et tricheuse est empreinte d'une hypocrisie si positive qu'à ce point là, ça devient presque de la franchise.

Il parle bref et sec, à voix très haute comme s'il terminait une conversation entamée dans l'avion. Chacun peut entendre :

— ... *non, mon cher, les gaullistes, je vous dis qu'il faut s'entendre avec ces gens-là.*

### **Mardi 1<sup>er</sup> décembre**

Première réunion du Conseil Impérial, jouet tout neuf créé à son profit par l'amiral Darlan, « *Haut Commissaire de France* ». Sous son autorité siègent les gouverneurs et résidents d'Algérie, du Maroc et de l'A.O.F. auxquels s'ajoutera le résident général de Tunisie, le jour où il sera libéré. Le Conseil comprend encore le Commandant en Chef, le Haut Commissaire adjoint et le Secrétaire Général du Haut Commissariat.

Darlan, Châtel, Noguès, Boisson, [Bergeret](#), Rigault <sup>(1)</sup> ! Belle brochette ! Le pauvre général Giraud n'avait tout de même pas mérité cela...

(1) Jean Rigault, ancien secrétaire général du journal *Le Jour-Écho de Paris*, propriété de Lemaigre-Dubreuil, est dépeint comme un royaliste par calcul, et un intrigant. Devenu Secrétaire à l'Intérieur du gouvernement de Giraud, Jean Rigault démissionnera le 14 mars 1943 après que Giraud eut prononcé « le premier discours démocratique de sa carrière ». A fait partie du « groupe des cinq » pour la préparation de débarquement des Alliés : attention erreur de personne dans Wikipedia. (Note FXB).



Le personnage le plus étonnant du septuor est un homme de trente cinq ans, aux yeux d'opiomane, au visage calme et griffé de fines rides : Jean Rigault. Il n'y a pas si longtemps, il n'était encore que l'homme de paille de Lemaigre-Dubreuil. Dégoûté de Vichy, après Montoire, il arrive en Afrique du Nord avec son « *patron* ». Celui-ci lui jette quatre mille francs par mois, pendant un an.

Comme tout le monde, Rigault conspire. Ce n'est pas la première fois. Ce n'est pas la dernière. Il fait la connaissance d'Henri d'Astier et Lemaigre-Dubreuil offre aux « *conjurés* » ses bons offices pour les présenter à M. Murphy. Enchantés, ils acceptent. Du coup, le précieux Rigault devient l'archiviste du mouvement : il est un des seuls à en connaître tous les dessous, tous les adhérents. C'est du travail bien fait.

Il gagne ses premiers galons à Cherchell où il s'assied à la même table que les généraux Clark et [Lemnitzer](#), que le ministre Murphy, que les vice-consuls Knight et Woodroff, aux côtés du [général Mast](#), du chef des Chantiers de Jeunesse, [Van Hecke](#), du [colonel Jousse](#), du capitaine Dartois, de [Bernard Karsenty](#) et de son ami Henri d'Astier de la Vigerie.

Le 8 novembre passé, Rigault touche les dividendes du débarquement. Au bout de la table des proconsuls, il semble encore aux ordres de tout le monde. En réalité, il est au seuil du pouvoir, de ce véritable pouvoir qui s'exerce de la coulisse et que confère la supériorité intellectuelle, le mépris de la popularité, l'absence totale de scrupules.

Il va mettre partout des hommes à lui. Partout, même en prison. La « *cagoule* » était décidément une bonne école.



Encore un numéro de « *Combat* ». À quand le clandestin quotidien ? Cette fois, on y trouve un exposé de la doctrine du

gaullisme qui « *s'adresse au patriotisme, à l'honneur, à la fierté française. Il invoque l'esprit de Clemenceau. Il voue un culte à-Jeanne d'Arc...* »

### **Mercredi, 2 décembre**

Sous un ciel bas, devant le monument aux Morts d'Alger, au bas des jardins du Gouvernement Général a lieu le premier défilé allié depuis le 8 novembre. Il est deux heures, toute le monde est dans la rue. Les tirailleurs algériens passent en tête, l'air déluré, très « *14 juillet* » d'avant l'autre guerre, très fleur au fusil. Les Américains leur succèdent, l'air vaguement endimanchés. Les Anglais viennent enfin, majestueux, admirables ; ce sont des « *guards* » d'un mètre quatre vingt précédés d'un tambour major plein de prestance.

(à suivre.)

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1072416z/f2.item.r=gloan>

10/04/1943

L'enthousiasme est modéré pour les troupes françaises, croissant pour les Américains, débordant pour les Anglais. Non, n'en tirez pas de conclusion : le bon peuple d'Alger apprécie simplement le meilleur numéro du spectacle.

Les chefs militaires alliés, bien rangés sur le terre plein, assistent à la martiale exhibition. Darlan se ronge les lèvres, l'air tracassé. Ses soucis de « *faiseur de consuls* » n'empêchent pas le général Eisenhower d'avoir toujours sa bonne face ronde d'optimiste. L'[amiral Cunningham](#), plein d'un ennui distingué, flanque le général Giraud sur lequel la tenue des « *guards* » fait une visible impression. Châtel, au nez de perroquet a pris du ventre. Boisson, une épaule haute, a revêtu l'uniforme, comme son collègue algérien.

Bien que le général Giraud pense vaguement à l'Arc de Triomphe, ce n'est qu'un gentil défilé de sous-préfecture.

oo  
o

Boisson s'est rendu cet après-midi au Saint-Georges. Sa discussion avec le général Eisenhower a duré longtemps : plus d'une heure. Boisson la mène comme un maquignon normand. La jument, c'est Dakar. Il sait déjà qu'il la cédera mais il veut en obtenir le meilleur prix.

Le général, pour le démonter, fait allusion aux bases de sous-marins allemands qui auraient été concédées à l'Allemagne, en A.O.F. Boisson s'attendait à cet argument. Preuves en mains, il démontre qu'il n'a jamais rien cédé aux Allemands.

C'est juste, mais pour peu qu'on l'y pousse un tantinet, il démontrerait aussi bien qu'il n'a jamais fait tirer sur personne, à Dakar.

— *Je ne demande pas mieux que de collaborer avec les alliés. Mon seul but, c'est la libération de la France. Mais enfin, croyez-vous que l'atmosphère soit confiante de Votre côté. Je suis chaque jour en butte aux attaques de la radio anglaise...*

Lorsque Boisson sort du Saint-Georges, il a cédé tout ce qu'on en a voulu — il aurait pu difficilement faire autre chose. Mais il

a obtenu l'assurance que les émissions gaullistes d'Accra dirigées contre lui cesseraient immédiatement. L'affaire estime-t-il, est « *marchande* ». Elle vaut de passer l'éponge sur la mirifique déclaration qu'il prononçait dix jours auparavant : « *L'A.O.F. restera exempte de toute occupation étrangère de quelque nature qu'elle soit* ».

oo  
o

Radio-Vichy annonce de nouvelles dénationalisations. Le [général Béthouard](#) est en tête de liste. On n'ignore plus à présent qu'avant le général Giraud, il avait été question de lui comme leader parmi les « *conjurés* » nord africains. Sa candidature avait été écartée : pas assez de notoriété.

Le général Mast, le colonel Jousse (qui se trouvaient à Cherchell), le [colonel Baril](#), adjoint de Mast, [le général de Monsabert](#) figurent dans la même charrette.

Monsabert est le créateur des « *Corps Francs* » dont on a dit que c'était une organisation gaulliste, ce qui constituait une assez jolie escroquerie aux engagements volontaires. Les victimes s'en sont rapidement aperçu, dès leur premier contact avec les cadres, composés d'officiers « *Révolution Nationale* ».

oo  
o

À l'Aletti, Charles Collingwood a retrouvé le professeur William Rappard. Ils se sont connus à Genève : le reporter de la C.B.S. étudiait la philosophie du droit, le conseiller national représentait la Suisse à la Société des Nations. Docteur « *honoris causa* » de l'Université d'Alger, le professeur Rappard est venu recevoir son grade le 6 novembre. C'est une fâcheuse idée.

Curieuse, je lui demande ce qu'il pense de la situation en Afrique du Nord.

— *A quel titre, me répond-il, interloqué ?*

— *Mais... Au titre de sommité de droit international, Monsieur le Professeur. L'aspect juridique du problème Darlan, de la « pensée profonde du Maréchal », la signification du serment, la légitimité du pouvoir de de Gaulle ou de celui de Vichy...*

— *Ma chère, vous ne demandez pas à un cardinal son opinion sur ce qui se passe dans une maison close...*

C'est un mot. Il en cite un autre :

— *L'autre jour, au Haut-Commissariat, je demandais à quelqu'un — c'était peut-être bien Rigault — ce qu'il pensait des « trois gouvernements » français. Il m'a répondu : « A supposer que Pétain soit le pape, Giraud pourrait être considéré comme le calviniste et de Gaulle comme le gallican ». C'est une réponse intelligente.*

*Mais en France, vous souffrez depuis des générations d'un excès d'intelligence. Excès de Palais Bourbon, défaut de caractère. Et tout à coup — voyez Toulon — vous tombez dans l'excès inverse : trop de courage ; pas assez d'intelligence.*

Le Professeur considère tout ceci avec la placidité du chef de gare qui ne voyage pas. Knickerbocker, accompagné de son fidèle photographe Kellog est en partance pour le front tunisien. Au mois de décembre, « *Knick* » se promène en uniforme de toile claire, toujours avec son brassard vert à chaque bras. Le photographe, en tenue de marine, est aussi galonné qu'un amiral. Nous partageons, dans une petite gargote des environs de la rue d'Isly, un canard à l'orange comme on n'en trouve plus que dans les contes de fées, ou au marche noir.



Knickerbocker mange poliment écoute poliment, discourt poliment. Ce coureur de continent, cet interviewer célèbre se conduit comme un enfant de chœur. Il est rose, porte des lunettes à monture rose, et possède des cheveux roux qui tournent au rose. Il donne l'impression d'être transparent : n'était-ce le canard l'orange, j'ai l'impression que je pourrais voir le mur à travers son corps.

Entre les mandarines et le fromage, il confie volontiers qu'il a de belles relations : il est ami personne de la famille Churchill. A une question, il répond :

— Mon plus grand reportage ? Je ne l'ai pas encore fait, mais c'est en Afrique du Nord que je le ferai.

La soirée se poursuit, calme et incolore ; « *Mevrouw Bras* » l'hôtesse, invente quelques cocktails ; Knickerbocker semble les apprécier d'abondance.

Hélas, au moment où il commençait à s'animer l'heure sacro-sainte du couvre-feu pour laquelle aucun marché noir n'existe, nous restitué à la nuit d'encre.

*(à suivre.)*

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1072418s/f2.item.r=gloan>

NOTA : pas de dates chronologiques figurant pour cette portion du texte de Renée GOSSET publié dans numéro de « FRANCE » le 10/04/1943.

Normalement : **Jeudi 3, vendredi 4 et samedi 5 décembre**

12/04/1943

## Dimanche 6 décembre

Les jeunes gaullistes continuent à coller des papillons sur les murs. Hier ils ont commis l'imprudence de se livrer à cette activité avant que minuit ait sonné. Ils se sont fait arrêter par la police française. Or, une demi-heure plus tard, ils eussent pu opérer en toute impunité sous l'œil distrait, sinon bienveillant, des « *M.P.* » américains qui relèvent chaque nuit les policiers locaux.

Ceux des délinquants qui ont été trouvés porteurs du tract « **de Gaulle = France** » ont été appréhendés sur l'heure. On a pris le nom et l'adresse des autres qui, ce matin, ont trouvé une convocation du commissaire de police « *pour affaire les concernant* ».

Certains s'y rendent, docilement, pour se voir immédiatement incarcérés. Ils sont dix-huit en tout qui se retrouveront à Barberousse. Quatre autres choisissent de réclamer la protection américaine. Ils « *montent* » au Saint-Georges. Devant leur insistance affolée, le général Eisenhower les reçoit très vite. L'Américain, ennuyé, voudrait bien les tirer de ce mauvais pas : après tout, ils barbouillaient également les murs de « **Vive Roosevelt** ». Mais comment faire pour ne pas provoquer d'incident avec les autorités françaises ? Le commandant en chef a alors une idée magnifique pour éviter qu'ils soient arrêtés, il va les faire mettre lui-même en prison. Les autres, ravis, acquiescent. Le tour est joué. Les formes sont sauvées.

Une heure plus tard, en toute sérénité d'esprit, le général Eisenhower répondant aux vœux de Darlan — c'est l'anniversaire de l'entrée en guerre des Etats-Unis — parle de confiance, d'unité et de compréhension.

oo  
o

Guy R. qui revient de Blida, y a assisté à la résurrection de la République. C'est le premier sous-préfet de France qui ait eu le courage de monter au grenier, d'y prendre à pleins bras le buste de Marianne et de le réinstaller, après l'indispensable époussetage, à la place d'honneur. Le personnel, pour ne pas être en reste, faisait disparaître en un clin d'œil les devises et

les mots d'ordre de Vichy. Dix minutes plus tard, un commerçant du lieu — qui n'en est pas encore revenu — recevait la commande d'un timbre humide :

« République Française— Liberté, Egalité, Fraternité. »

Dorénavant, le sous-préfet de Blida répondra sur papier de la République aux notes qui lui parviendront d'Alger, sur papier de l'Etat français.

oo  
o

Une mission technique américaine va « *s'attacher à stimuler le développement industriel et agricole de l'Afrique du Nord* ». C'est une victoire de M. Murphy qui se soucie bien davantage de marquer des points sur le tableau économique que sur le tableau politique.

### **Lundi 7 décembre**

Les histoires sur le général Giraud commencent à courir la ville : c'est la célébrité, sinon la gloire encore...

Celle de son évasion de Koenigstein est connue. Le général l'a racontée lui-même à des journalistes, avec grand luxe de détails : la corde tressée de ses mains, etc...

La question du jour est de savoir pour quelle raison l'évadé avait rasé ses moustaches. La réponse correcte est qu'il manquait 40 centimètres au fameux câble.

oo  
o

En voici une autre : Darlan et Giraud sortent de compagnie du Palais d'Eté. La foule assemblée les acclame : Vive Giraud, vive Giraud, vive Giraud.

Une toute petite voix, isolée, perce enfin dans une accalmie :

— *Vive Darlan.*

Et le général Giraud se penchant sur le « *Haut Commissaire* » :

— *Vous m'aviez caché ça, mon cher, que vous étiez ventriloque ?*

oo  
o

Ce soir est arrivée à Radio-Alger une petite information annonçant que le « *cagoulard* » [Deloncle](#) avait été arrêté en France. Le doux poète [Brua](#) ([autre lien](#)) gaulliste de surcroît, et qui plane dans les nuages, s'apprête à prononcer le « *mot* » (1) l'affreux mot au micro, avec un commentaire approprié. On l'arrête à la dernière seconde. Lorsqu'on a quatre ou cinq enfants à nourrir, il est opportun de se souvenir qu'on a M. Rigault comme grand patron.

(1) Voir page 52

L'homme qui a bombardé Tokyo est en Alger aujourd'hui : le brigadier général [James Doolittle](#) est un petit être, léger, mobile comme un pèse lettres. Un grand air de franchise, de simplicité, de malice. Des yeux couleur de cinq heures du matin. Des nerfs perpétuellement en action.

C'est le seul officiel américain que je verrai en battle dress à Alger, pendant ces trois mois. Il repart ce soir pour son G.Q.G. de Tunisie, installé dans une meule de foin, à proximité d'une grosse ferme. Chaque soir, les avions de l'Axe viennent bombarder la ferme qu'ils soupçonnent fort à juste titre d'être un des sièges du commandement allié. Dans sa meule, Doolittle dort d'un sommeil de chemineau.

## Mardi 8 décembre

[Ed. Taylor](#) (1), ex-correspondant du « *Chicago Tribune* » à Paris et [Percy Winner](#) (2) qui représenta des agences américaines à Rome et Berlin dirigent pratiquement le Psychological Warfare Section, ils partent aujourd'hui pour Rabat où ils vont rencontrer le général Noguès. C'est le but officiel de leur voyage.

(1) Edmond L. Taylor, né le 13 février 1908 à Saint-Louis, dans le Missouri. A débuté sa carrière de journaliste comme reporter de police. Chef du bureau de Paris du *Chicago Tribune* en 1933. A couvert les événements majeurs qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale, la montée de l'Allemagne nazie, la guerre civile espagnole, l'Anschluss autrichien, l'invasion de l'Éthiopie par Mussolini et la chute de la France. (Note FXB)

(2) Charles B. Hazeltine né le 11 mai 1892 dans l'État de Washington. En 1913 : engagé dans l'armée américaine. Colonel pendant la seconde guerre mondiale, il dirige de fait de 1942 à 1944, le Service de la guerre psychologique au quartier général des forces alliées en Afrique du Nord. Retraité en 1946, décédé à Monterey (Californie), le 8 septembre 1965. (Note FXB)

(à suivre.)

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1072420v/f2.item.r=gloan>

14/04/1943

Ils sont accompagnés du [colonel Hazeltine](#), directeur en titre du P.W.S. Pour accoutumer son équipe de journalistes à la guerre, le colonel Hazeltine avait pris l'habitude d'enfourner une demi-douzaine de ses collaborateurs dans sa voiture, les jours de bombardement et de les promener, à toute allure, dans les rues noires d'Alger sous la D.C.A. infernale et les bombes.

Ils emmènent, dans leur voyage au Maroc, Guy C., dans le magasin de couture duquel se tinrent toutes les réunions préliminaires au débarquement. En réalité, en pleine « *occupation* » américaine en Afrique du Nord, les représentants de l'Office of War Information en sont réduits à envisager l'établissement d'un poste clandestin d'émissions radiophoniques pour faire leur propagande vers la France. Darlan leur a refusé tout net l'emploi de Radio-Rabat ; et les postes d'Algérie, comme les journaux, sont encore contrôlés par les gens mis en place par Vichy. Quant à la censure qui supervise le tout, elle est toujours dirigée par le commandant Hantz placé là avec la bénédiction des commissions d'armistice allemande et italienne.

Si Noguès maintient le refus de Darlan, les fonctionnaires américains et britanniques n'auront plus qu'à s'installer dans l'illégalité. Ils y songent.

oo  
o

Le [commandant Aumeran](#) a repris la tête d'un bataillon du 9<sup>ème</sup> Zouaves. Cet officier anonyme est le seul Français qui ait été mêlé à certaines délibérations du Conseil de Guerre américain, lorsque le 13 janvier 1942, dans une grande école militaire, l'expédition d'Afrique du Nord fut définitivement mise au point. Il était aux Etats-Unis depuis six mois, en mission économique. Avant son départ, il avait eu une longue entrevue avec Pétain à Vichy et pendant une heure, en présence du général Laure, avait essayé de lui extirper un mandat officieux pour parler de la libération de la France à Washington.

— *J'ai compris en voyant ce vieillard obstiné, affaissé dans son fauteuil, incapable d'une réaction virile, j'ai compris en*

*entendant ses paroles à quel défaitisme officiel la France était vouée.*

Aujourd'hui, le commandant Aumeran, qui a toujours l'oreille des milieux militaires américains, leur remet un rapport dont il me montre les dernières lignes :

*« Il faut faire venir le général de Gaulle ici. Son arrivée signifie le ralliement des possessions de l'A.E.F. Il doit figurer au Conseil Impérial aux côtés de Darlan, Giraud et Boisson. »*

Le commandant Aumeran n'est pas seulement officier et économiste. C'est un humoriste qui s'ignore...

### **Mercredi 9 décembre**

La presse le publie aujourd'hui : tous les ressortissants allemands, italiens, japonais ont à se présenter à la police pour se faire recenser, dans les vingt-quatre heures. Il y a ' un mois que l'Algérie est dans la guerre. On n'y avait pas pensé...

oo  
o

Un titre de l'« *Echo d'Alger* » réjouit le cœur des gaullistes du cru : le Consul de France à Rio de-Janeiro a rallié la France Combattante. Hélas, il en va de la nouvelle comme des spécialités pharmaceutiques lancées à grand renfort de publicité : le contenu ne vaut pas le contenant.

Le texte, lui, signale en deux lignes que M. Chiarasini (1) s'est mis à la disposition... de l'amiral Darlan.

(1) Ignace Antoine **CHIARASINI** (24-02-1889 à BARAUX (Isère) / (25/09/1970 Ajaccio (corse) ; administration coloniale au Tonkin avant la guerre (Note FXB)

Après s'être annexé l'Afrique du Nord en fief, après s'être annexé les pensées du maréchal Pétain et la gérance des intérêts français, l'amiral s'annexe aussi la France Combattante.

Le lieutenant K. qui revient de Rabat m'annonce la nouvelle du jour. Radio-Maroc vient de lancer un mot, prohibé depuis bien longtemps. Oh, ce n'est ni « *liberté* », ni « *égalité* ». Pas encore. C'est « *réconciliation* ».

[« Les Français doivent se réconcilier » recommande une lettre de Saint Exupéry](#), lue au micro. Et le même jour, le général Eisenhower, du haut de son Sinaï, proclame : « *Oubliez vos petites querelles* ».

« *Petites querelles* » obtient un gros succès...

## Jeudi 10 décembre

Lowell Bennett, de l'International News Service, a touché, en qualité de correspondant de guerre, un « *masque à sirocco* » Il me le montre avec une fierté un peu enfantine et il est assez vexé lorsque je m'esclaffe.

(à suivre.)

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1072424h/f2.item.r=gloan.zoom>

15/04/1943

Décidément, ce qui fait la force de l'Amérique, c'est qu'il y a toujours des Américains pour penser sérieusement à tout.

### **Vendredi 11 décembre**

Le nouveau consul de Grande-Bretagne s'est réinstallé dans les locaux du consulat qui avaient servi d'annexe au consulat des Etats-Unis. Il a reçu la visite des représentants de la presse algéroise pour leur faire des déclarations. Pour arriver chez lui, les journalistes algérois sont passés devant la porte close du Consul d'Allemagne, un étage en dessous. A présent, ils attendent les révélations promises. [M. Eric Carvell](#) — longue figure sérieuse barrée d'une large moustache — tousse un peu pour s'éclaircir la voix :

— *Messieurs, je suis très content. Oui, très content de renouer des relations un moment interrompues...*

C'est tout. M. E. Carvell n'a même pas ajouté qu'il essaierait de faire mieux la prochaine fois.

### **Samedi 12 décembre**

Très sérieusement, un journal algérois reproduit un discours de Christian Sorensen <sup>(1)</sup>, président local du [P.S.F](#) :

« *Nulle hésitation, nulle réticence ne sont permises. Nul n'a le droit de penser que la fidélité au Maréchal n'est pas le souci essentiel de tous les chefs civils et militaires qui, l'honneur intact, se sont rangés aux ordres de l'amiral Darlan* ».

*(1) Important négociant à Alger*

On aimerait savoir si, réellement, la fidélité au Maréchal demeure le souci essentiel des généraux Bethouard, Mast et de Montsabert, par exemple, et celui de Henri d'Astier de la Vigerie, que cette préoccupation entravait sérieusement dans ses nouvelles fonctions de secrétaire général de la police.

Cette bonne odeur d'essence, l'odeur même de la grande ville, flotte à nouveau dans les rues d'Alger. Subrepticement, chacun a sorti du garage où elle était sur cales depuis deux ans la Renault, la Peugeot ou la Citroën des belles années. L'autorisation de circuler ? Elle ne coûte pas cher. Un pot de peinture blanche, un pinceau : dix minutes plus tard, le véhicule

arbore sur toutes ses faces, en lettres de vingt centimètres, l'inscription-tabou « *U.S. Army* ». Quant à l'essence...

Justement, je rencontre ce matin Paul L., le type du « *fil-à-papa-qui-fait-des-affaires* ». Par une coïncidence étrange, il sort de prison. Il allait recueillir chaque nuit, dans de petites embarcations, au large de Sidi Ferruch, l'essence abandonnée sur des épaves américaines. Il s'est fait cueillir au retour d'une de ces petites excursions. Il aurait pu être fusillé pour pillage de matériel de guerre, mais, totalement inconscient, il trouve que « *ces salauds d'Américains ont été un peu forts en profitant de son séjour en prison pour lui réquisitionner sa voiture* ».

### **Dimanche 13 décembre**

Ce midi, j'ai déjeuné dans une maison amie et bénéficié d'une conversation générale entre les convives qui a été la synthèse de tous les ragots d'épicier, de tous les bobards recueillis en faisant la queue au marché. Ces sujets-là, je les ai entendu développer tant de fois qu'ils ne me révoltent' même plus. Généralement, la discussion démarre sur le terrain du ravitaillement. Après l'étalage des doléances de rigueur, on en vient aux grands thèmes : « *Après tout, l'Allemagne n'aurait jamais pu nous absorber. La France éternelle, etc...* » Ou encore : « *Pour ce que nous gagnons au change ! Au lieu de l'Allemagne, ce seront nos Alliés qui se partageront nos dépouilles* ».

A moins que ce soit : « *Nous étions à l'écart de la guerre. Nous voilà rejetés dedans. Joli résultat. Moi, Madame, mon fils a gagné la Croix de Guerre contre les Anglais, maintenant, il est au front à côté d'eux...* »

Décidément, le Français moyen n'a pas changé, toujours aussi crédule en face de l'ennemi, toujours aussi méfiant en face de l'allié. Il est vrai qu'en trois ans, les mots « *patriote* » ou « *traître* » ont bien souvent changé de sens...



Darlan, au micro, s'adresse aux indigènes : il prêche la Guerre Sainte contre les Italiens « *cruels oppresseurs de la race musulmane* ». En style fleuri, il promet aux guerriers de bonne volonté qu'ils viendront à sa suite « *porter le feu dans la péninsule* ». C'est de la bonne démagogie. Un mois plus tôt, elle aurait fait grand effet car les Arabes détestent en effet les

Italiens. Mais, en quatre semaines, une propagande insidieuse, perfide, efficace a fait de [Rommel](#) un demi dieu guerrier, invincible, presque mythique. Le prestige inouï du général allemand est à la mesure de l'activité des agents de l'Axe, qui pullulent. Depuis cinq semaines se promènent impunément à travers l'Algérie des officiers allemands et italiens des commissions d'armistice qui se sont échappés à la faveur de la confusion des premiers jours et sur lesquels on n'a jamais remis la main...

oo  
o

Le capitaine Dartois me parle d'un projet spectaculaire que les Américains étudient : la constitution d'une escadrille « *Lafayette* » qui ira se battre immédiatement en Tunisie aux côtés des Alliés.

— Le côté comique de l'histoire, me dit-il, c'est que pour faire partie de cette formation, nous allons devoir, au Commandement Supérieur de l'Air, désigner nos meilleurs pilotes et que nos meilleurs pilotes — **les [Le Gloan](#), les [Marin La Meslée](#)** (\*) — **sont tout justement les vétérans de la campagne de Syrie et les plus féroce­ment anti-alliés.** Ça promet.

Ça a tenu.

(à suivre.)

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1072426b/f1.item.r=gloan>

*(\*) C'est une erreur ; le Groupe GC I/5 de Marin La Meslée n'a pas opéré au Levant (campagne de Syrie contre les Anglais) en 1941, mais il est exact que, comme Le Gloan, il était proche de la « Révolution Nationale ». De plus, il ne fait pas partie des F.A.F.L. (France Libre) comme trop souvent écrit dans certaines publications par méconnaissance de la situation politique en A.F.N. de 1940 à 1944.*

16/04/1943

## Lundi 14 décembre

Le quarante-deuxième numéro clandestin de « *Combat* » est apparu aujourd'hui dans les boîtes aux lettres des « *abonnés* ». Ils sont la primeur d'une lettre ouverte adressée à l'amiral Darlan par MM. Paul Saurin, député et président du Conseil général d'Oran, [Joseph Serda](#), député de Constantine, [Amédée Froger](#) et [Léon Deyron](#), présidents des Conseils généraux d'Alger et de Constantine.

C'est une belle lettre, une lettre de rhéteur, toute nourrie de substantiels arguments juridiques, plus spécieux les uns que les autres d'ailleurs, toute enveloppée de formules onctueuses :

*« Si respectueux que nous soyons de la haute conscience du Maréchal à qui nous restons attachés par une patriotique reconnaissance... »*

En bref, Saurin, Serda, Froger et Deyron contestent formellement la légalité des pouvoirs de l'amiral Darlan. Les termes de la missive sont si habiles qu'on cherche qui a pu tenir la plume. Je vais le savoir.

Je passe par le bureau de la rue Charras où Jean Castet est redevenu, au grand jour, le docteur Jekyll, chef des informations de Radio-Alger. C'est M. Hyde, rédacteur en chef de « *Combat* » que je veux voir. Il ne fait vraiment aucune difficulté pour me livrer avec simplicité le nom du véritable auteur du document. J'en tombe à la renverse. Il s'agit de l'« *important-propriétaire-qui-a-renoncé-à-tout-sauf-à-ses-vignobles* ». Je veux dire M. Pierre-Etienne Flandin.

*—Ne le répétez pas trop, conclut Castet. Ils ont tout de même eu le courage de la signer, cette lettre...*

M. Flandin, lui, a cherché surtout un prudent équilibre dans ses formules sophistiquées.

*« Le gouvernement du maréchal Pétain ayant perdu sa légalité constitutionnelle, il apparaît qu'en fait et en droit, aucune autorité légale ne peut désormais être exercée qu'en vertu de la Constitution de 1875, toujours en vigueur ».*

Comme quoi, on peut faire une très belle lettre avec de très mauvais arguments juridiques. Car, ou bien l'on admet la

légalité constitutionnelle initiale du gouvernement Pétain — et l'on doit admettre alors, au même titre, la validité du mandat de Darlan, « *dauphin* » en vertu de l'acte constitutionnel N°6 prévoyant le cas où Pétain serait « *dans l'impossibilité d'exercer le pouvoir* » — ou bien, l'on nie la légalité du gouvernement Pétain et l'on s'en réfère à la Constitution de 1875. Mais justifier le recours à la Constitution Républicaine par le détour d'un État Français qui l'a abolie est une chicane d'avocassier retors.

M. Pierre-Etienne Flandin, Conseiller du Maréchal, si empressé dans « *sa patriotique reconnaissance* » au « *grand vieillard* », n'a pas prévu qu'au verso de « *Combat* » les phrases terribles sur Pétain fleuriraient : « *L'opinion la plus charitable qu'on puisse avoir du maréchal Pétain c'est qu'il est dans le même état que Hindenburg aux derniers temps de son existence* ».

Voilà ce que c'est que de ne pas avoir l'habitude de collaborer à des journaux subversifs.



J'avais eu hier, une grande conversation avec [M. de Sérigny](#), directeur de l'« *Echo d'Alger* ». Nous avons parlé de choses et d'autres et à Alger, dans les temps que nous vivons, la conversation ne roule pas longtemps sur la pluie et la température. Aujourd'hui, je rencontre une amie anglaise qui est bien informée. Elle sort d'une petite Opel qui, il y a cinq semaines encore appartenait aux Commissions d'armistice, et me dit tout à trac :

—*J'en apprends de belles : vous avez eu ce matin pendant deux heures une fiche au Deuxième Bureau. Une fiche d'agent double...*

Telle est la température d'Alger. Un mot en dehors de l'alignement et vous voilà une dangereuse suspecte. Chaque acte, le plus innocent, est lourd de mobiles inavouables, aucune opinion n'est plus désormais gratuite. Dans cet air irrespirable, où tout le monde conspire contre tout le monde, et où les conspirateurs conspirent les uns contre les autres, la phrase la plus courante est devenue :

—*Pour qui travaille-t-il ?*

## Mardi 15 décembre

Pour mettre sur pied une série d'émissions radiophoniques quotidiennes, je vais voir, au Palais d'Eté, le [professeur Joxe](#) qui dirige — sous les ordres de Rigault et pas pour longtemps — les services de l'Information du Haut Commissariat. C'est un homme d'une quarantaine d'années, grand, taciturne, froid avec une figure atteinte d'une sorte de coup de soleil chronique qui contraste étrangement avec son air grave.

Il est notoire à Alger qu'il est, avec d'Astier (*Henri*) et [Capitant](#), un des lieutenants de de Gaulle dans la ville.

*(à suivre.)*

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k10724285/f2.item.r=gloan>

17/04/1943

Le professeur Joxe me parle de la création prochaine de Radio-Empire, poste d'émission qui, ainsi que son nom ne l'indique pas, sera surtout destiné à faire de la propagande vers la France. Le directeur en sera M. Soupault, autre gaulliste avoué.

Après la mobilisation du professeur Joxe, l'idée, les dossiers et le matériel seront repris par Jean Rigault. Radio-Empire deviendra Radio-France. L'inspiration gaulliste fera place à la bonne parole giraldienne...

oo  
o

Marcel Sauvage, que Radio-Paris avait fusillé si allègrement il y a quinze jours, s'en va interviewer l'amiral Darlan. Ce n'est pas une initiative : c'est une habitude. Onze mois auparavant, il avait pris l'avion pour Vichy afin de procéder à la même petite cérémonie.

À cette époque, à l'Hôtel du Parc, l'amiral lui avait déclaré froidement et il l'avait imprimé, en toutes lettres, dans « *Tam* » : « *La France sans l'Empire, c'est peu de choses, mais l'Empire sans la France, ce n'est rien* ».

Ce sont des opinions qu'on est amené à réviser lorsqu'on a la Méditerranée au Nord au lieu de l'avoir au Sud.

Marcel Sauvage a bien trop de tact pour rappeler ce mot, aujourd'hui malheureux, au Président du Conseil Impérial. Il se contente de le raconter à tous ceux qu'il rencontre.

Lorsqu'il rentre au Palais d'Eté, il se met à son bureau et entame son article. Indiscrette, je lis par dessus son épaule, le début dans lequel il évoque malgré tout l'entrevue précédente : « *Depuis lors, écrit-il, l'espoir a changé de camp* » Je me permets de lui faire remarquer qu'il n'y a peut-être pas que l'espoir qui ait changé de camp. Ma remarque est mal accueillie.

À cinq heures, le papier est terminé et part pour la censure. Il y retournera trois fois en une semaine, avant d'être agréé, à contre-cœur. Ce ne sont pas les censeurs français, bien entendu, qui se permettraient d'y changer la moindre virgule.

Mais le chef de la censure américain, George Rhem, m'a abordé, tout à l'heure, à Hôtel de Cornouailles, avec ces mots : « *Il va un*

*peu fort, Sauvage. Le même jour, il me soumet une interview de Darlan et un papier sur l'Art japonais. S'il continue à saboter l'effort de guerre allié, je ferai interdire son journal ».*

Le même soir, je dîne chez des amis communs avec John Knox, conseiller de Murphy :

— *C'est stupide, me dit-il, de faire de la publicité à Darlan. Il va disparaître de la scène. Nous allons lui faire une retraite aussi dorée qu'il le faudra pour cela...*

### **Mercredi 16 décembre**

Jean, le maître d'hôtel du « *Paris* » a pris un air navré :

— Oh non, Madame, cette table-là n'est pas libre...

Son regard est presque réprobateur. J'aurais amené un couple de lévriers dans la crypte d'une basilique que le sacristain-chef ne m'aurait pas regardé autrement :

— C'est la table de Monsieur d'Astier (*Henri*), Madame !

Voilà quelques jours que je n'avais pas aperçu sa longue silhouette. Quelques jours qu'il avait disparu de la vie d'Alger. Curieuse, j'avais posé la question à l'un de ses collaborateurs proches :

— Que fait donc d'Astier (*Henri*) ?

Et l'autre, assez perfidement, m'avait répondu :

— Oh, rien de plus que d'habitude. Le matin, il va à la messe ; l'après-midi, il conspire...

C'était vrai, ma foi. Que ce grand seigneur conspirât, rien d'étonnant à cela. Il n'avait rien fait d'autre, en somme, depuis un an. N'avait-il jamais rien fait d'autre dans sa vie entière ? Enfant terrible de sa famille, il contait volontiers ses démêlés avec ses frères.

*(à suivre.)*

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k10724307/f2.item.r=gloan>

19/04/1943

Il avait évolué avec fracas dans les organisations de droite, puis comme officier du deuxième bureau, à Oran. La suite, on la connaît : l'adhésion enthousiaste au gaullisme, cette « *aventure magnifique* » ; Cherchell ; le débarquement. Aujourd'hui, on a donné à cet aristocrate, qui a été l'âme de toute l'action clandestine préparatoire au 8 novembre, la direction supérieure de la police. Mais la légalité l'ennuie, décidément.

Le don-quichottisme, l'amour de l'intrigue, un patriotisme sincère mais égaré, poussent ce personnage du quattrocento italien à se faire le champion des causes perdues. C'est pourquoi probablement, on l'a vu si souvent, depuis huit jours, sonner à la porte de l'appartement de Monsieur J., dans le grand immeuble de l'Algérie, au Telemly.

L'appartement de M. J. est devenu d'ailleurs un endroit d'Alger extrêmement fréquenté. Les visiteurs y défilent, le jour, le soir et même la nuit. Un petit coup de sonnette spécial :

—Monsieur Robin est-il là ?

Monsieur Robin est toujours là pour ses amis. Il ne sort jamais, si ce n'est parfois, à la dérobee, pour faire une rapide promenade en voiture. On voit alors un grand jeune homme mince, sportif, aux cheveux gominés, souriant, sympathique en définitive. Comme tout le monde, Monsieur Robin complète, pour le bien de la patrie. Mais lui s'est établi à son compte ; car c'est pour son « *fief* », la France, qu'il intrigue, lui, [Comte de Paris](#).

Il a, à Alger, des partisans. Peu, mais de taille. Les Chantiers de Jeunesse, travaillés, sont sympathisants. Les cadres de l'Armée n'ont pas totalement oublié la tradition de Lyautey. Il y a en lui quelque chose de sportif et de vivant qui s'oppose au culte sénile du vieillard de Vichy. On n'est pas forcé de savoir, après tout, à Alger, qu'avant son départ de Rabat, il a pris sa plus belle plume pour envoyer à Pierre Laval un message de fidélité.

D'Astier (*Henri*) figure parmi ses fidèles. Lemaigre-Dubreuil, à tout hasard, mise sur lui, du bout des doigts. Rigault, dans ses moments de détente, aime à s'avouer monarchiste.

C'est que le Prétendant, qui a eu le loisir d'étudier son Histoire de France, se souvient à l'occasion de la manœuvre du Prince-Président et consentirait volontiers à jouer au

Haut-Commissaire — fût-ce de la IVème République — pour l'Afrique du Nord. En attendant mieux...

[On lui a dit que son heure viendrait bientôt : pourquoi ne le croirait-il pas ? Tout est possible à Alger en décembre 1942.](#)



L'amiral a convoqué ce matin, à onze heures, les correspondants de guerre anglais et américains, chez lui, à El Biar.

La Villa des Oliviers était la résidence personnelle du général Weygand lorsqu'il était délégué du gouvernement de Vichy à Alger pour l'Afrique Française. Le général Juin a pris sa suite. Et lorsque Darlan est arrivé à Alger, au début de novembre « *pour voir son fils malade* » Juin lui a donné l'hospitalité. L'hospitalité s'est, un peu prolongée.

La Villa des Oliviers est une très grande maison mauresque, cachée au cœur d'un jardin feuillu, accrochée à flanc de coteau. Les fenêtres sont petites, ouvragées, faites de menus vitraux de couleur. Les correspondants, introduits dans un hall sombre, tiède, foulent quelques très beaux tapis de Tlemcen. Un divan, quelques poufs de cuir marocain : l'atmosphère est suffisamment Hollywood pour mettre tout le monde à l'aise.

*(à suivre.)*

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k10724322/f2.item.r=gloan>

22 avril 1943

Darlan paraît trapu, courtaud, vieilli, le bas du visage empâté. Cet homme triste, aux gestes rares, a une étrange maîtrise de soi.

— Asseyez-vous, Messieurs...

Il lit une déclaration qu'il a au reste adressée au général Eisenhower. L'auditoire est attentif, parfois un peu tendu, sans sympathie.

*« ... une fois que la France et l'Empire français seront libérés du joug, le peuple français décidera lui-même, librement, du genre de gouvernement, de la politique nationale qu'il désire ».*

L'amiral a levé les yeux de son papier et jeté un perçant et rapide regard autour de lui. Lorsqu'il parle de lui, il dit : *« Le Haut-Commissaire... ».*

*« Le Haut-Commissaire a déjà accordé amnistie entière et complète à tous ceux qui avaient été appréhendés à cause de leur sympathie pour les Alliés. Certains de ceux-ci occupent actuellement des postes importants au Haut-Commissariat ».*

Les journalistes sourient : ils pensent à Rigault, à [Saint-Hardouin](#), à d'Astier (*Henri*), à Lemaigre-Dubreuil. Ils pensent aussi qu'il reste vingt-sept députés communistes en prison, des milliers de gaullistes, de républicains espagnols, d'ex-soldats de la Légion Etrangère dans les camps.

Darlan parle toujours : il marque son désir d'adoucir la censure, de l'adapter uniquement *« aux besoins de l'effort de guerre et à la sécurité des opérations militaires ».*

Il conclut : *« J'ai déclaré énergiquement, plusieurs fois, au général Eisenhower que, en entraînant l'Afrique du Nord contre l'Allemagne et l'Italie, je n'ai cherché aucune aide ni soutien pour des motifs d'ambition personnelle. Mon seul but est de sauver l'Afrique Française, d'aider à la libération de la France et ensuite de me retirer dans, la vie privée ».*

Et pour marquer sa détermination, il prend sa pipe, la bourre et l'allume. Il est solide, bourgeois, carré dans son fauteuil, il attend les questions. [Gallagher](#), de l'Associated Press, qui s'est concerté avec certains de ses camarades, a présenté une liste de questions écrites. Il y en a sur de Gaulle, sur la flotte

d'Alexandrie, sur les relations futures avec Pétain. Les réponses sont prêtes : tout marche rondement. Charlie Collingwood est plus insidieux. Il pose une « colle » extrêmement précise et embarrassante : « *Pourquoi l'Amiral a-t-il donc collaboré d'aussi bon cœur ?* » (On pense au charmant dialogue de Cocteau et de Dieu le Père : — Et les catastrophes de chemin de fer. Seigneur, comment les expliquez-vous ? Et Dieu le Père, gêné, de répondre : Ça ne s'explique pas, ça se sent...)

L'Amiral griffonne des carrés sur un bloc note, d'un geste familier :

— *La collaboration*, dit-il enfin, en relevant la tête, *m'a été imposée par la force.*

Regardant Collingwood en face, il précise :

— *Oui, j'étais pris à la gorge par les Allemands. Chacun de mes mouvements, tout ce que je disais ou j'écrivais, chacun de mes interlocuteurs étaient l'objet de la plus étroite surveillance de leur part. J'étais constamment entouré d'espions...*

Il reste à voir si, pour l'Amiral de la Flotte, Alger représente sur ce point une amélioration par rapport à Vichy.

oo  
o

Dans la journée, un Glenn Martin, flanqué de quelques Hurricane anglais s'est envolé de Maison Blanche, dans une belle lumière dorée d'hiver. A bord de son avion personnel, le Haut-Commissaire se rend à Bône, l'antique Hippone, qui a déjà subi 148 bombardements...

*(à suivre.)*

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1072438j/f2.item.r=gloan>

26/04/1943

Et lorsque je relis mes notes, après coup, je suis bien contrainte de constater que, ce jour-là, j'ai noté avec soin que l'amiral Darlan était suivi du capitaine Weiss (1), piloté par le lieutenant Person (2), sous les ordres du commandant [Chassin](#). Invinciblement, chaque fois que l'Amiral se déplace, on prend note des moindres détails en pensant à l'« [accident](#) ».

(1) Capitaine **WEISS** : attaché au cabinet du Haut-Commissaire (nommé le 17/11/1942), préalablement chef de la section d'information et de documentation économique au Secrétariat Général Permanent en Afrique française (S.G.P.)

(2) Lieutenant pilote (Armée de l'Air) Jean-François **PERSON** : pilote du [Glenn Martin 167](#) de l'Amiral Darlan

## Jeudi 17 décembre

Je vais revoir ce matin le professeur Joxe. Je rencontre dans les couloirs du Palais d'Eté un officier de marine de l'entourage immédiat de l'amiral Darlan. Nous bavardons. Très vite, nous discutons de la politique du Haut Commissariat.

Nous discutons ? C'est vite dit : il trouve tout parfait, sans nuance et sans réserve. L'empreinte de Darlan — avec lequel il travaille en collaboration assez proche — est telle qu'elle le conduit à accepter tout en bloc. C'est à la fois le privilège et une sorte de justification morale vis à vis de leur conscience qu'ont les hommes d'Etat intelligents lorsqu'ils suscitent autour d'eux de ces fidélités d'épaveur.

Enfin, excédée par son manque de sens critique, je lui dis (entre autres choses, bien sûr) :

— *Et les prisonniers politiques ? Vous avez assez dit que vous alliez les relâcher, les prisonniers politiques. Il n'empêche que j'en connais bon nombre qui moisissent encore à Barberousse, à Boghari ou ailleurs...*

— *On ne peut pas, voyons. Et la crise de logements ? Où voulez-vous qu'on les case, à Alger ?*

oo  
o

Les membres du Psychological Warfare Section sont rentrés écoeurés de leur tournée au Maroc, la tête farcie de projets impitoyables. Ed. Taylor ne me cache pas ses sentiments :

— *Un coup de balai, voilà ce qu'il faut. Partout la Légion refleurit. Les légionnaires qui s'étaient terrés, tremblants, les premiers jours, redressent la tête... Noguès les encourage. Ils ont recommencé à faire du recrutement. Et si ce n'était que du recrutement... du sabotage !*

Percy Winner me montre un numéro d'un journal casablancais, « *La Voix Française* » d'un antisémitisme forcené « *La Voix Française* » est alimentée par les fonds secrets de la Résidence. La semaine dernière, le leader s'intitulait, en toute simplicité : « *Je hais les démocraties* ».

Ceci après cinq semaines de « *loyale coopération pour la poursuite de buts communs* ». Le pamphlet vaudra au journal d'être suspendu par les Américains.

— *Quant à son auteur, ajoute Taylor, un certain [Boutang](#), je le ferai mettre en prison.*

L'enfer aussi est pavé de bonnes intentions. Dans trois semaines, Pierre Boutang sera le Chef de Cabinet de M. Jean Rigault.



Il y a six mois encore, colons et fonctionnaires du Maroc appelaient quotidiennement le débarquement « *pourvu qu'il soit effectué par les Américains* ».

Les Américains sont venus. On ne leur manifeste plus que froideur et mauvaise volonté. Il y a plusieurs explications possibles. La plus plausible s'appelle Noguès.

On laisse entendre que si Noguès a pu organiser une résistance de plusieurs jours, c'est qu'il avait eu en mains les plans du débarquement pour le Maroc, dès le 6 novembre. Et qu'il les a eus de la meilleure source.

Or, ils n'étaient pas si nombreux, les Français qui avaient été mis au courant de ces plans et les conjurés entre eux ne se gênent guère à présent pour dire tout crûment que quelqu'un a trahi.

Renseignés, les Américains ne sont pas dupes. Mais quoique pleins de rancœur, ils se révèlent sans recours contre la mauvaise foi d'un homme comme Noguès, par exemple.

— *Nous savions, me dit Ed. Taylor, que depuis six semaines Noguès a fait partir par avion pour Vichy 42 de ses meilleurs*

*officiers. Si cela avait continué, non seulement il n'aurait plus eu de cadres, mais plus d'aviation non plus. Aujourd'hui, il continue en les expédiant par chemin de fer jusqu'à Tanger, puis par l'Espagne. Or, pendant notre visite à la Résidence, il a eu la suprême impudence de nous expliquer qu'il y avait en France d'excellents officiers prêts à se battre contre l'Allemagne et il nous a demandé en toute innocence si nous ne pouvions intervenir pour les faire passer clandestinement en Afrique.*

Quand Taylor raconte sa petite histoire au cœur d'un cercle d'Américains, tous s'indigent véhémentement.

### **Vendredi 18 décembre**

L'histoire du trafic Rabat-Madrid-Vichy m'est confirmée aujourd'hui même par le petit La Tour du Pin qui arrive tout droit de l'ambassade de France à Madrid. Les relations de Noguès avec Laval, son courrier diplomatique avec Vichy par la valise espagnole, ses protestations de dévouement au Maréchal sont le secret de polichinelle.

*(à suivre.)*

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1072442f/f2.item.r=gloan>

27/04/1943

Tandis que nous dînons au « *Paris* » La Tour du Pin me raconte avec drôlerie comment l'ambassade de [M. Pietri](#) apprit le débarquement :

— *En arrivant ici, j'ai eu l'impression que vous étiez tous plus ou moins au courant le 8 novembre. Nous étions tellement ignorants à Madrid que c'est au moment où je m'apprêtais, le dimanche matin, à partir pour la grand'messe qu'un messenger affolé me pria de passer d'urgence par l'ambassade. Je trouve tout le monde en rond, commentant une dépêche qu'on me tend :*

*Je la lis : « Aujourd'hui, à l'aube, les forces américaines... » et naïvement je m'exclame, sans penser plus avant : « Bravo, depuis le temps qu'on en parle ! » Ce n'est qu'alors que je remarque leur air atterré. Ma petite phrase a produit l'effet d'une cascade de jurons au milieu d'un concerto de Bach.*

*Il paraît que je ne comprenais rien à rien. On me regarde avec surprise, puis avec méfiance. L'ambassadeur va nous réunir, dit-on, pour nous donner une ligne de conduite orthodoxe. Une indiscretion m'apprend qu'il va surtout nous convoquer pour nous réclamer nos passeports diplomatiques, afin de nous éviter la tentation d'une « trahison »...*

*Vichy n'était pas plus au courant que nous, le 8.*

Et La Tour du Pin raconte encore que d'après un « *courrier* » arrivé de Vichy à Madrid au début de la semaine suivante, le débarquement allié avait fait dans les alentours de l'Hôtel du Parc l'effet—ce sont ses propres termes — « *d'un pavé dans un bocal de poissons rouges* ».

— *Je savais bien, avait déclaré publiquement Laval, que Darlan manigançait quelque chose, mais je ne croyais pas que ce fût pour si tôt. C'est un traître !*

M. Pierre Laval est orfèvre.

### **Samedi 19 décembre**

Un journaliste prend une interview du général Giraud et développe en quatre colonnes le thème favori du général « *Je suis un soldat, je ne fais pas de de politique, je fais la guerre* »

Il évoque ainsi la formule de Clemenceau.

L'éditeur algérois [Edmond Charlot](#) me tend aujourd'hui dans sa boutique de la rue Michelet un livre de Bernanos dont il a soigneusement coché le passage suivant :

*« La conception napoléonienne de la guerre a fait du militaire moderne un transmetteur d'ordres, sans responsabilité, auquel il suffit d'avoir de bonnes jambes, des nerfs à l'épreuve, une intelligence moyenne et la passion de l'avancement comme tous les fonctionnaires.*

*C'étaient les vertus qu'on exigeait jadis des bas officiers ; elles suffisent aujourd'hui à faire des généraux en chef que personne ne s'aviserait d'ailleurs sérieusement de comparer à Turenne ou au maréchal de Saxe. Nul doute au contraire qu'ils n'eussent fait dans l'administration d'excellents percepteurs, de bons employés du Trésor, ou même des curés de grandes paroisses ».*

— *Vous ne croyez pas, ajoute-t-il, que ce journaliste aurait pu ajouter utilement cette conclusion à son interview ?*

Car Charlot, envoyé à Colomb Béchar en avril 1942 pour ses sympathies gaullistes, en est revenu la tête rasée mais sans rien avoir perdu de ses idées « *subversives* ». Aujourd'hui, il édite les poètes locaux Brua et Max Pol Fouchet, « *parce que ça ne demande pas beaucoup de papier* ».

Je lui rends son Bernanos avec cette prédiction :

— *Vous, vous allez vous faire renvoyer-en camp de concentration.*

Point du tout. Un mois plus tard, Charlot sera simplement « *mobilisé d'office* ».



J'avais demandé à John MacVane, de la National Broadcasting Corporation, un article à passer dans « *Tam* » l'hebdomadaire d'Alger (1).

Il me le donne.

— *Si la censure y change une virgule, j'interdis qu'on le publie.*

Le papier est intitulé : « *Je crois à une France plus neuve et plus grande* ». Après les rappels classiques de Lafayette, de Grasse et les poncifs d'usage — John MacVane, comme il se doit « *a deux*

*patries, la sienne et puis la France* » — il parle de « *ces hommes qui ont prouvé que la France avait perdu une bataille, mais que la France n'avait pas perdu la guerre* ». Il cite une conversation qu'il a eue avec ce qu'il appelle discrètement « *un dirigeant français* ». Bref, sans citer une fois la France Combattante, ni le nom du général de Gaulle, il fait en cent cinquante lignes le panégyrique du gaullisme.

Je le traduis. Sauvage, rédacteur en chef, l'approuve ; Rehm et Waldberg, les censeurs américains donnent leur bénédiction. Mais le censeur français manque périr d'apoplexie :

— *Impossible... Jamais... Les consignes sont formelles : pas de gaullisme à Alger.*

MacVane s'obstine, le censeur s'entête. Finalement, l'Office of War Information intervient roguement :

— *Il est très bien cet article. Et les journalistes américains n'ont pas à être supervisés par la censure française.*

— *C'est un journal français, Monsieur.*

— *C'est possible, Monsieur, mais c'est un journaliste américain.*

Opposant opiniâtreté à mauvaise foi, les Américains finissent par exiger que le papier passe. De fil en aiguille, on en arrive jusqu'au Cabinet militaire du général Eisenhower et lorsque, au moment où minuit tombe de la cathédrale, le malheureux article arrive enfin à l'imprimerie, il est revêtu de l'approbation personnelle du Commandant en Chef des Forces Alliées.

Et ce matin, écrit par un journaliste américain, imposé par le Haut Commandement américain, le premier article de la propagande gaulliste paraît dans la presse nord africaine. Pour la première fois, autrement qu'à travers les communiqués allemands, on parle de Bir Hakeim, du général Koenig, de Dieppe.

« *Tam* » apprend aux Algériens stupéfaits que « *le maréchal Pétain est devenu Chef de l'Etat non pour se battre, mais pour se rendre* ».

Ce n'est probablement pas une nouveauté de le penser, mais c'en est une de l'imprimer officiellement à Alger. John MacVane est un précurseur...



L'amiral Darlan fait aujourd'hui une visite officielle aux Chantiers de Jeunesse, à la Robertsau. Dans son sillage, il a le général Giraud, le général Bergeret, les amiraux Fenard et [Battet](#).  
(à suivre.)

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

(1) Ce célèbre journaliste américain a publié en 1979 un livre de mémoires :

**« ON THE AIR IN WORLD WAR II »**

*(À l'antenne pendant la seconde guerre mondiale)*

Il y raconte (pages 136 à 138) sa rencontre avec Renée GOSSET et l'épisode de son article publiée dans l'hebdomadaire algérois « TAM ». [On peut lire par ce lien la traduction de ces trois pages...](#)

John MacVane y écrit : « *Renée GOSSET était l'une des journalistes françaises les plus perspicaces...* »

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k10724448/f2.item.r=gloan>

29/04/1943

Marseillaise. Présentations. On acclame Giraud avec sympathie, Darlan avec politesse. L'atmosphère est froide. Ceux des Chantiers qui sont là, au garde à vous, en grand uniforme — pantalon de golf vert, blouson crème, bas blancs — sont presque tous gaullistes ou en tous cas « *résistants* ». Leur grand chef, Van Hecke, qui ressemble à un [Albert Sarrault](#) moins gras, a assisté aux entretiens de Cherchell et a fourni tous les ordres de mission nécessaires qui ont permis la préparation du débarquement et la liaison entre Rabat, Tunis, Oran, Alger et Vichy. Pour « *travailler* » plus à l'aise, d'Astier (*Henri*) est devenu à l'époque Commissaire aux Chantiers.

Avec une politesse glaciale, Van Hecke fait des présentations :

— *Voici le médecin Dantet « qui s'est distingué le 8 novembre » en se rebellant contre lui.*

Dans les rangs, uniforme parmi d'autres uniformes, un jeune homme aux yeux brûlés par une fièvre intérieure ne le quitte pas du regard. Ses joues brunes ont encore le velouté de l'enfance. Son visage est marqué d'une passion illuminée, agressive, contenue.

Il se nomme [Bonnier de la Chapelle](#).

### **Dimanche 20 décembre**

L'Hôtel Aletti est en ébullition. Dans le hall, les journalistes anglo-saxons, en embuscade dans les fauteuils, observent l'ascenseur.

Déjà, le bruit en court la ville : [le général d'Astier de la Vigerie](#) (*François*) est en Alger depuis hier, arrivant de Londres via Gibraltar. Les suppositions saugrenues, les conjectures folles, les espoirs aussi prennent corps et s'accréditent.

Le général d'Astier (*François*) fera ses « *tournées* » algériennes dans la voiture du major américain, qui lui servira d'interprète semi-officiel. Le major a l'accent parigot, même lorsqu'il parle anglais : il a passé toute sa jeunesse à Paris et y a fait ses études. Avant guerre, il était professeur de « *civilisation française* » dans une université américaine.

Aucune des entrevues du général d'Astier (*François*) n'aura bien entendu de caractère officiel. Capitant, qui dirige le mouvement

« *Combat* » à Alger, est venu voir le général d'Astier (*François*). Il a eu un long entretien avec lui dans lequel il lui a exposé la situation d' « *outlaws* » des gaullistes nord-africains.

Pour mieux étayer son affirmation sans doute, le soir même, une lettre est apportée par messenger au domicile de Capitant pour le prévenir que la décision de l'interner administrativement à Bou Saada vient d'être prise.

Gracieusement prévenu, le « *suspect* » prend le maquis. Réfugié chez des amis, quelque part dans Alger, il aura le loisir de mettre au point son prochain cours sur les lettres de cachet.

Aujourd'hui, sur la grande digue de l'Amirauté, Darlan décore de la Croix de guerre les sous-marins « *Casabianca* », « *Marsouin* » et « *Glorieux* » échappés de Toulon.

Sur la digue, en lettres gigantesques, s'étalent les mots « *Travail — Famille — Patrie* ». Et c'est la Croix de guerre au ruban vert et noir, la Croix de la défaite, celle de 1870, qu'il épingle sur les poitrines.



Ce matin, en manchette de sa première page, la « *Voix marocaine* » inscrit une phrase de [Paul Claudel](#) :

« *Il n'y a pas de plus grande charité que de tuer les êtres malfaisants* ».

### **Lundi 21 décembre**

Alger devient décidément le carrefour du journalisme américain. Jay Allan, qui était avant la guerre un des meilleurs correspondants européens, vient d'arriver de Casablanca, où il dirige la section locale de l'Office of War Information...

[Jay Allen](#) a eu depuis l'armistice des démêles avec les Allemands. Pris en passant la ligne de démarcation en fraude, il a récolté quelques mois de camp de concentration en Allemagne. À la suite de quoi, il a écrit un livre terrible, « *My Trouble with Hitler* », qui a été un succès de librairie.

(à suivre.)

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1072448x/f2.item.r=gloan>

30/04/1943

Ce gros garçon tout rond est venu conclure l'« *affaire de Radio-Maroc* ». Noguès en refuse toujours l'utilisation aux Américains, en se retranchant derrière Darlan. Jay Allen use une fois de plus du procédé qui consiste à rappeler à l'amiral les antécédents qu'il a à se faire pardonner. Comme d'habitude, le Haut-Commissaire cède, comme il a cédé à Clark, comme il a cédé à Murphy, comme il cédé à Eisenhower.

oo  
o

Discours du petit Châtel à Constantine : « *Je ne connais qu'un but, gagner la guerre ; je ne connais qu'un parti, celui de la victoire* ». On me dit qu'il y eut quelques sourires dans l'assistance, déshabituée d'une telle sincérité.

oo  
o

Encore un numéro de « *Combat* », violent, âpre, véhément : « *Il faut que Darlan cède la place... Il est grand temps que cesse cette comédie... Sa mission historique est terminée. Il ne peut plus nous servir à rien* ».

### **Mardi 22 décembre**

Ce matin, l'amiral Darlan reçoit au Palais d'Hiver les grands chefs musulmans de l'Afrique du Nord. C'est la fête de l'Aïd el Kébir.

Les spahis, cape rouge au vent, sabre au clair, rendent les honneurs dans le vestibule. Ils sont choisis dans la garde personnelle du général Giraud.

Flanqué du vieux Saharien qu'est le [capitaine Géliot](#), le Haut-Commissaire s'entretient avec les bachaghas et les cheiks, drapés dans leurs burnous blancs de fine laine rejetés sur l'épaule.

Au moment où le général Giraud fait son apparition, Darlan prononce une allocution. Son ultime allocution :

« *Nous, avons un devoir à remplir en mettant fin aux stériles querelles et aux discussions politiques. Les nécessités de la guerre priment toutes les autres* ».

Il fait tiède. Dans la grande cour aux élégantes ogives, aux piliers en torsades, les mosaïques disparaissent sous les tapis de Tlemcen et de Timimoun. Une vasque est emplie de fleurs éclatantes. On passe le rituel thé vert à la menthe, les fioles de fleur d'oranger, puis les pâtisseries indigènes, ruisselantes de miel, fourrées aux amandes et aux dattes.

Dans une atmosphère prestigieuse, l'amiral de la flotte François Darlan fait la dernière apparition de sa vie publique.

### **Mercredi 23 décembre**

L'hebdomadaire « *Tam* » sort ce matin son numéro de Noël, postdaté comme d'habitude. Il porte en manchette la date du 26 décembre. Il s'étale dans tous les kiosques, dans toutes les vitrines, part pour Bône, pour Oran, pour Rabat, pour Casablanca. En tête de la première page, deux gros titres : « *L'interview de François Darlan* » par Marcel Sauvage et un éditorial de circonstance du même auteur, miraculeusement intitulé : « *L'assassinat de l'Enfant-Jésus* ».

C'est de l'humour macabre.

L'interview de l'amiral prend le caractère d'un testament politique, et parfois presque d'un plaidoyer devant l'Histoire.

**FIN**

[Copyright by France and Renée Pierre-Gosset]

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k10724500/f2.item.r=gloan#>

---

### **Mise en page de ce texte :**

Elle a été faite au plus près du document original publié en 24 épisodes dans le quotidien « France » (printemps 1943). L'orthographe des patronymes des personnages cités a été cependant corrigée lorsqu'elle n'était pas conforme. Les coquilles d'imprimerie repérées ont également été rectifiées.

La première fois qu'un nom est cité, un lien a été posé sur celui-ci, ou une « note » ajoutée, pour obtenir des renseignements biographiques sur le nouveau personnage.

*FXB (avril 2025)*

## Lecture complémentaire

Tandis que Renée GOSSET a publié son journal 3 mois après les événements, le texte ci-dessous (1967), du journaliste Claude PAILLAT, rapportant surtout une multitude de « dialogues ? », semble en être une narration « romancée » un peu « orientée »...! A chacun de se faire une opinion...

### **Débarquement à Alger, novembre 1942**

Texte publié en 1967 dans la revue : « Miroir de l'Histoire »

Alger, novembre 1942. Le « grenouillage » est à son comble. Toutes les tendances politiques se rencontrent dans la capitale algérienne. On ourdit des complots, on échange des secrets. Mais ce 7 novembre, une réalité autrement plus puissante change la face des choses. Le débarquement allié est pour la nuit prochaine. Le comité des « cinq » (Lemaigre-Dubreuil, Saint-Hardouin, Rigault, Van Eck et Henri d'Astier) prend ses dispositions pour que la ville ne soit pas défendue. Mais quelle va être la réaction des autorités officielles : de Juin, de Darlan ?

Claude Paillat, dont « L'Echiquier d'Alger » (tome II) vient de sortir aux Editions Robert Laffont, a reconstitué, heure par heure, les mouvements de tous ceux qui allaient jouer un rôle dans cet événement historique.

Tandis qu'au soir du 7 novembre 1942, à la nuit tombée, les conjurés rejoignent les différents points de rassemblement qui leur sont assignés — d'où ils partiront dans quelques heures pour prendre la ville — et que les « cinq » eux-mêmes, accompagnés de diplomates américains, établissent leur P.C. dans un immeuble de la rue Michelet, les autorités passent une soirée bien tranquille. Il est déjà tard et le colonel Chrétien s'apprête à se coucher lorsque Saint-Hardouin sonne vigoureusement à la porte : « *Le débarquement est pour cette nuit* ».

Ensemble, les deux hommes conviennent d'aller chercher Murphy pour l'amener chez le général Juin. Mais auparavant, Saint-Hardouin conduit l'officier au P.C. de la conjuration, où Chrétien retrouve d'Astier de La Vigerie (*Henri*) et aperçoit, pour la première fois, Rigault. Affirmant que ses instructions ne lui permettent pas d'annoncer déjà le débarquement alors que les premières opérations ne commenceront qu'à 2 heures du matin, s'abritant aussi derrière sa qualité de diplomate qui lui interdit (!) de s'immiscer dans l'affaire, Murphy refuse d'abord d'accompagner Chrétien chez Juin. Aidé cette fois par Saint-Hardouin et d'Astier de La Vigerie (*Henri*), l'officier finit par convaincre le diplomate. Il ne reste plus qu'à prévenir le général. Chrétien lui téléphone :

— *Mon général, je vous demande de me recevoir de suite. J'ai une importante communication à vous faire...*

— *Vous ne pouvez pas attendre à demain ?*

— *C'est absolument impossible.*

— *Est-ce réellement si important ?*

— *Très important.*

Sur son pyjama, Juin a passé un burnous

— *Qu'y a-t-il, Chrétien ?*

— *Mon général, M. Murphy demande vous voir d'urgence.*

— *Qu'est-ce qu'il peut bien vouloir à cette heure ? Il ne peut donc pas attendre demain ?*

— *Mon général, le convoi, c'est pour nous.*

— *Ce n'est pas possible !*

— *Ils ne vont pas nous faire cela ! Enfin, d'accord, amenez M. Murphy.*

Pendant l'absence de Chrétien, le P.C. du complot est le théâtre d'une animation de plus en plus fiévreuse. Notamment, avec Lemaigre-Dubreuil en uniforme et qui ne fait que passer avant d'aller chercher Giraud à l'aérodrome de Blida. En attendant, Saint-Hardouin a beaucoup de peine à empêcher l'industriel d'aller voir Juin auquel il voudrait soumettre des propositions de la part de Giraud !

À présent, Juin, en uniforme, écoute Murphy qui vient d'entrer dans le salon de la villa des Oliviers

— *Mon général, j'ai à vous annoncer que mon gouvernement a décidé de faire débarquer les troupes américaines en Afrique du Nord. C'est imminent.*

— *Imminent ?* reprend Juin. *Qu'entendez-vous par là ? Deux jours, trois jours ?*

— *Non, mon général, beaucoup plus proche.*

Après un silence :

— *... Ce matin.*

— *Dans quelle situation nous mettez-vous grogne Juin. Après les conversations que nous avons engagées ! Nous sommes tenus par des instructions de défendre l'Afrique du Nord et nous la défendrons.*

— *Mon général,* reprend Murphy, *le général Giraud arrive dans quelques instants pour prendre le commandement. Nous savons qu'il vous tient en particulière estime et compte sur vous. Je vous garantis que mon gouvernement rétablira la France et son Empire dans leur*

*entière souveraineté. Nous venons en amis et vous ne pouvez vouloir une effusion de sang.*

### **Un Darlan rouge de colère...**

Peu à peu, Juin s'apaise et dit comprendre le désir du diplomate d'éviter un combat entre des gens qui ont, au fond, la même pensée, ajoutant néanmoins qu'il doit obéir aux ordres reçus et que la France est liée par des actes juridiques. Resté muet jusqu'alors, Chrétien intervient :

*— Mon général, vous avez des ordres, des engagements ; le débarquement peut paraître regrettable ; mais effacez tout cela et pensez à la France seule. Vous savez bien que l'Allemagne est perdue ; vous ne me l'avez pas caché. Maintenant, il dépend de vous de ranger la France dans le camp des vainqueurs ou dans celui des vaincus. C'est notre dernière chance qui se joue aujourd'hui.*

Après un long silence, et comme s'il venait de trouver la solution idéale au redoutable problème qui lui est posé, Juin, s'accrochant à la hiérarchie de commandement existante, laisse tomber

*— Oui, mais je ne suis pas seul ! L'amiral Darlan est ici et c'est mon chef.*

Sur la suggestion de Chrétien, le général téléphone à la villa de Fenard où réside l'amiral de la flotte. C'est Battet, le directeur de cabinet de Darlan, qui prend la communication. Plus tard, il confiera qu'il ne lui a pas été facile de réveiller son chef. En effet, à la fin de la terrible journée du 7 novembre, marquée par des discussions sur les hypothèses du débarquement, Darlan a appris des médecins qu'Alain venait de surmonter la crise primitivement jugée mortelle. Tout heureux de cette bonne nouvelle et pour se changer les idées, l'amiral avait invité Battet : « Eh bien, maintenant, on va aller faire un bon gueuleton tous les deux ». Ensuite, écrasé de fatigue, car il n'avait pas fermé l'œil depuis deux jours, Darlan s'était endormi plus profondément que d'habitude. Et quand Battet le secoue, Darlan, furieux, lui lance un coup de pied dans les jambes. Avec le consul américain pour guide, Chrétien arrive à la villa de Fenard. En complet veston, muet, ayant à ses côtés Battet — qui vient de glisser dans sa poche un revolver — Darlan attend. Fenard, apprenant le débarquement, s'écrie :

*— Qu'est-ce qui se passe ?... Les Américains débarquent ?... Ah ! m... !... Pas possible !...*

Du perron de sa résidence où il attendait l'amiral, Juin conduit Darlan au salon où Murphy refait son exposé des événements. Il est très vite

interrompu par Darlan dont le visage a viré au rouge *écarlate* et qui est dans une *fureur indescriptible* :

— ...*C'est encore une de ces cochonneries dont, vous, les Anglo-Saxons, nous accablez depuis deux ans. J'ai des ordres du Maréchal. Je les exécuterai. Puisque vous voulez la bagarre, nous nous battons... C'est une saloperie, nous nous battons. C'est une saloperie...*

L'assistance est figée de stupeur. C'est Juin qui le premier fait un geste en indiquant de la main à Battet et à Chrétien de se retirer. Du patio, les deux hommes aperçoivent Darlan, toujours écarlate, marchant de long en large, faisant des gestes violents avec ses bras, tandis que Murphy, livide, s'est assis dans un fauteuil. Juin reste silencieux. Pendant ce temps, Battet confie à Chrétien qu'il partage son point de vue. Fenard explique aux deux hommes qu'il ne convient pas d'attacher trop d'importance à la colère de Darlan, réaction normale, chez lui, en une telle circonstance et qui devrait se tasser assez vite. À Battet et à Chrétien, Fenard, rejoignant le salon, affirme qu'il va s'employer à arranger les choses. Enfin, Murphy réussit à reprendre la parole et reçoit l'appui de Fenard et de Juin. A Darlan — qui l'interrompt en répétant comme un leitmotiv qu'il a reçu l'ordre du Maréchal de défendre l'Afrique du Nord contre quiconque l'attaquerait — le diplomate américain rétorque qu'il changerait d'opinion s'il se doutait un instant de l'ampleur de l'opération en cours ; et il exhorte l'amiral à ne pas commettre l'irréparable. Le temps passe... Finalement, s'enfermant avec Battet dans un bureau, Darlan rédige un mystérieux télégramme. A ce moment fait irruption le général Sevez, chef d'état-major de Juin, qui, sous le coup d'une vive émotion, annonce que le téléphone est coupé et que des hommes armés l'ont empêché de sortir des « Oliviers ». À cette nouvelle, Juin, à moitié en colère, réplique :

— *Si nous sommes cernés, nous garderons M. Murphy comme otage !*

### **Mais où donc est le général Mast ?**

— À la suite de la discussion qui avait eu lieu au P.C. de l'insurrection au sujet de la proposition de Chrétien, Rigault avait demandé à d'Astier (*Henri*) de décaler le déclenchement de l'opération d'une demi-heure. Juste avant le départ de Lemaigre-Dubreuil, Rigault avait décroché le téléphone, avait écouté, et, avec un sourire avait passé l'appareil à l'industriel : « Il n'y a pas de tonalité ». Le central était donc occupé...

Quand toutes les mesures prévues par les conjurés paraissent exécutées, d'Astier (*Henri*) et Rigault descendent en ville pour une tournée d'inspection. Première étape : la division d'Alger, pour dire à

Mast : les civils ont fait leur travail, c'est maintenant aux militaires de jouer. Dans la rue, c'est le grand calme. Cela produit un effet étrange aux conspirateurs de circuler dans Alger qui ne se doute de rien et qui, cependant, est en train de changer de camp.

Par ailleurs, le plan s'est exécuté dans les meilleures conditions. Le commissariat central est aux mains des putschistes ; des policiers favorables à la conjuration y prennent la place des titulaires. Le préfet Temple est sous bonne garde. En l'absence du, gouverneur général en mission à Vichy, sa femme, Mme Châtel, est arrêtée. Les centraux téléphoniques, y compris celui de l'armée, sont aux mains de l'insurrection. En dépit de ses violentes protestations, le général Koeltz, commandant les troupes d'Algérie, ne peut plus donner aucun ordre il en est de même pour le général Mendigal, commandant l'aviation. Quant à la résidence de Juin, elle aussi, nous le savons, est encerclée. Sur le plan de la technique pure le coup d'Etat a parfaitement réussi, avec cinq minutes d'avance sur les prévisions. Conjurés et loyalistes se sont parfois affrontés avec véhémence ; mais il n'y a ni blessé, ni tué. On n'attend plus que l'arrivée de Giraud et celle des Américains.

D'Astier (*Henri*) et Rigault cherchent Mast. Rencontrant, enfin, un officier dans l'immeuble de la division d'Alger, ils lui demandent où est leur chef : « Il n'est pas là ». Mais le capitaine veut savoir pourquoi, à une heure aussi tardive, on cherche son général. Ignorant si l'officier est dans le « bon » ou le « mauvais » camp, les deux civils bredouillent une vague explication et, de plus en plus inquiets de l'attitude du capitaine, battent précipitamment en retraite. Au commissariat central, au milieu d'un grenouillage invraisemblable et dans une fumée à couper au couteau, Aboulker qui occupe le standard — leur confirme :

— *Ici, tout va bien. Mais avez-vous enfin des nouvelles des Américains ?*

— *Non, répliquent d'Astier (Henri) et Rigault. Mais faites comme si vous en aviez, racontez qu'ils sont sur les plages...*

Revenus au P.C. de la rue Michelet, ils n'y trouvent aucun message de Murphy et de Chrétien. Et le consul général américain Cole n'en sait pas davantage. Pour en avoir le cœur net, Rigault gagne les « Oliviers ». De l'extérieur, il distingue les ombres dans la villa illuminée. Le reconnaissant dans le jardin, Murphy vient à sa rencontre

— *Où en êtes-vous ?* questionne Rigault.

Juin se retranche derrière Darlan, explique le diplomate. L'amiral est furieux et continue à ne vouloir rien savoir.

— *Bien. Mais ce n'est pas le pire car nous n'avons pas de nouvelles de vos soldats alors qu'il est près de 5 heures du matin. Est-ce qu'ils vont enfin arriver ?*

— *...Je pense, soupire Murphy.*

— *Est-ce que vous en êtes vraiment sûr ?* réplique Rigault, *agacé. Ne se sont-ils pas trompés de jour ?...*

— *Non, dit Murphy.*

— *Rappelez-vous que nous étions chargés des préliminaires de l'opération et que vous deviez arriver à 2 heures du matin alors que 5 heures viennent de sonner.*

— *Oui, dit Murphy soucieux. Bien sûr !*

— *Mais je ne vous garantis rien à partir du moment où il fera jour,* réplique sèchement Rigault.

Jetant un coup d'œil dans le salon, le conjuré aperçoit Juin en train de déambuler, Darlan toujours furieux et tirant sur sa pipe. S'avançant vers Rigault, Fenard lui demande :

— *L'amiral voudrait rentrer à ma villa pour se reposer. Il estime n'avoir plus rien à faire ici.*

— *D'accord, sous la condition que l'amiral donne sa parole de ne communiquer avec quiconque.*

— *Jamais, s'exclame Fenard, je n'oserai lui demander cela.*

— *Alors, restez ici...*

En quittant les Oliviers, Rigault donne cette consigne aux insurgés qui montent la garde :

— *Rien n'est changé. Ces messieurs restent là, gardez-les à vue...*

### **Un revolver modèle 1874**

Dans la soirée du 7 novembre, Dorange — le chef de cabinet de Juin — et le médecin capitaine Dupuy dînent gaiement en ville. Aussi la stupéfaction de Dorange est-elle vive lorsque, voulant rentrer, vers 1 heure du matin, au palais d'Hiver où il a sa chambre, il en aperçoit l'entrée barrée par une trentaine de jeunes gens en civil et porteurs d'un brassard blanc sur lequel se détachent deux lettres : V.P.

Dorange sait très bien qu'en cas d'alerte grave, il est prévu que les unités régulières de l'armée seront renforcées d'éléments civils désignés sous le nom de « volontaires de place ». Fort courtoisement, un membre du groupe explique à Dorange — qui décline sa qualité — qu'il ne peut le laisser passer et qu'à partir de

maintenant, il agit au nom du général Giraud qui vient de débarquer à la tête des forces américaines !

Pour Dorange, tout devient clair. Ce qui avait été envisagé lors des discussions avec Murphy est déclenché. Et il est fort probable qu'à l'instar de ce qui se passe au palais d'Hiver, les autres postes de commandement de la ville sont privés de liberté. Le jeune chef des insurgés oublie de s'assurer de la personne de Dorange et le laisse partir. Avec son ami Dupuy, lui aussi laissé en liberté, le chef de cabinet de Juin se dirige vers l'amirauté qui, par suite de la proximité des casernes de fusiliers marins et de son isolement, a, à ses yeux, quelque chance de ne pas être aux mains des insurgés. Mais, là encore, la route est barrée.

Sautant dans une barque de pêche, Dorange gagne un sous-marin en cours d'appareillage. Reçu fraîchement par l'équipage, il obtient néanmoins qu'on téléphone à l'amiral Leclerc qui donne l'ordre qu'on lui amène Dorange sous escorte. Parvenu à l'amirauté, Dorange explique ce qu'il vient de voir en ville et, du coup, l'amiral comprend pourquoi son téléphone ne fonctionne plus. C'est à ce moment que se présente un jeune officier, visiblement de réserve, porteur d'un ordre signé de Mast. Ce document expose que les Allemands viennent de débarquer en Tunisie et qu'à l'appel du Maréchal, les Américains interviennent pour les repousser. À l'amiral Leclerc, de plus en plus intrigué, et qui l'interroge pour savoir si Juin est au courant de cet événement, Dorange répond qu'il ne correspond nullement à tout ce qu'il a pu apprendre jusqu'ici. Le plus simple paraît donc de joindre le général et d'obtenir des instructions. Par malchance, l'amiral n'a ni voiture, ni marin à mettre à la disposition de Dorange : ses effectifs sont très réduits et fort mal armés. Finalement, le sous-chef d'état-major de l'amirauté confie à Dorange un revolver 1874, sans cartouche ! Muni de cette arme, le chef de cabinet de Juin ordonne à l'officier — qui a apporté l'ordre signé de Mast — de se mettre à sa disposition avec sa voiture et son chauffeur. C'est dans cet équipage — le jeune insurgé n'ayant pas compris ce qui se passait — que Dorange se met en route pour gagner la caserne des gardes mobiles des Tagarins. Par précaution, il avise son compagnon de route qu'en cas de barrage, il aura à montrer son laissez-passer et que, s'il n'obtempère pas, lui, Dorange, l'abattra sans hésiter. Le jeune insurgé proteste de sa bonne foi, affirmant qu'il exécute ce qu'on lui a commandé.

Arrivé enfin aux Tagarins sans encombre, Dorange explique la situation au colonel Zwilling, commandant la garde mobile, mais précise qu'avec ses hommes il doit l'aider à rendre la liberté au commandant en chef. Après le temps nécessaire au rassemblement,

Zwilling se place au centre du carré formé par ses hommes et leur adresse quelques paroles :

— *Soldats, l'un des plus beaux jours de notre vie vient d'arriver. Les Allemands ont envahi la Tunisie, le Maréchal vous donne l'ordre de les rejeter à la mer ; les Américains viennent de débarquer pour nous aider à le faire. Nous allons nous porter à leur rencontre pour leur faciliter les choses...*

— *Vive la France ! vive le Maréchal !* répondent, enthousiastes, les gardes mobiles.

— *Mais il paraît*, reprend le colonel qui, en apercevant Dorange, se rappelle la demande que celui-ci a formulée, *que le général Juin est prisonnier dans sa villa ; nous allons donc commencer par aller le délivrer.*

Pendant les préparatifs du départ, Dorange fait alerter d'autres chefs d'unités, puis monte avec deux gardes dans une voiture touristique suivie d'un camion transportant une trentaine d'hommes sous le commandement d'un officier. Mais le véhicule tombe en panne et ne rejoindra que trois quarts d'heure plus tard.

À vrai dire, Dorange ne s'en aperçoit pas. Auparavant, il a rendu sa liberté au jeune officier de réserve prisonnier. À la porte de la villa des Oliviers, l'aspirant Pauphilet, qui commande les putschistes, interdit au commandant des gardes d'entrer dans la villa. S'inclinant devant ce qui lui est affirmé avec tant d'autorité, l'arrivant se contente de dire qu'il s'agit simplement de faire passer le chef de cabinet du général Juin. Nouveau refus. Ayant troqué son revolver 1874 contre un automatique, Dorange force le passage en appuyant au même moment sur la détente qui, fort heureusement, ne répond pas, puisque la sûreté n'a pas été enlevée. Les gardes reçoivent alors l'ordre d'arrêter tous ceux qu'ils rencontreront.

Toujours dans le salon, Juin arpente la pièce à grands pas ; Darlan, maintenant impassible, est appuyé à la cheminée, tandis que Battet, Fenard, Chrétien et Mme Juin chuchotent en aparté. Très étonné de voir arriver son chef de cabinet, et pensant que Dorange s'est involontairement jeté dans la gueule du loup, Juin lui souffle à l'oreille de filer au plus vite... Mais le commandant en chef apprend ce se passe dans Alger et décide de gagner le fort l'Empereur, dont la garnison est sûre et qui est prévu comme P.C. opérationnel en cas d'événements extraordinaires. Quant à Dorange, Juin le charge de faire libérer les autres généraux encore retenus prisonniers par les conjurés.

## Darlan prévient Pétain

Nous nous souvenons qu'après sa violente colère, Darlan s'est retiré dans un bureau des « Oliviers » pour rédiger un message ; ce document est adressé à Pétain et c'est le consul américain Pendar qui est chargé de le porter à l'amirauté pour transmission. Mais, en cours de route, Pendar passe au P.C. du complot, et ainsi, Rigault prend connaissance du message et le fourre dans sa poche. De son côté, le préfet maritime dépêche un quartier-maître, habillé en civil, à la villa de Fenard d'où on le réexpédie chez le général Juin. Vers 6 heures du matin, l'estafette revient à l'amirauté avec ce texte de Darlan :

*« Pour amiral Moreau*

*Si tu peux communiquer avec Bizerte et Casa, tâche de savoir ce qui s'y passe.*

*Je suis à la villa du général Juin. D'après Murphy, le débarquement serait général, du sud du Maroc à la Tunisie. J'ai rendu compte au Maréchal par Baudot. Jusqu'à nouvel ordre de ma part, faire notre possible pour exécuter les ordres du Maréchal. (0515 — 8-11-42) ».*

Ce document parvient à son destinataire car, à ce moment-là, la garde mobile, amenée par Dorange, assure une liberté relative à l'amiral et à Juin. Peu après, Darlan confie à Pendar un autre câble destiné à Pétain et qui est un compte rendu général — et prudent — de la situation. Mais à sa sortie des « Oliviers », le consul américain est arrêté par la garde mobile et détenu jusqu'au moment où ses affirmations sont vérifiées.

C'est à 6 h 49, le 8 novembre 1942, que le télégramme parvient à Vichy.

Peu après son arrivée au fort l'Empereur, avec Juin, l'amiral, sceptique sur les conditions de transmission de ses précédents messages, a, alors, toute liberté d'envoyer un nouveau compte rendu au Maréchal :

*« J'ai été demandé à 1 h 45 par le général Juin et j'ai trouvé chez lui M. Murphy qui m'a déclaré que, sur la demande d'un Français, le général Giraud, le président Roosevelt avait décidé d'occuper l'Afrique du Nord avec des forces importantes, ce matin même ; que les Etats-Unis n'avaient qu'un but, détruire l'Allemagne et sauver la France, qu'ils désiraient maintenir son intégrité.*

*Lui ai répondu que la France avait signé une convention d'armistice et que je ne pouvais que me conformer aux ordres du Maréchal de défendre notre territoire ».*

Vers 7 heures du matin — les Américains sont toujours absents, tandis que la garde mobile reprend un par un les bâtiments officiels

— la plupart des autorités civiles et militaires recouvrent leur liberté, et la plupart des centraux téléphoniques fonctionnent à nouveau.

Seul point encore aux mains des insurgés : le commissariat central où restent détenues un certain nombre de personnalités civiles. Le commandant en chef a retrouvé les moyens d'exercer son autorité.

Remplaçant Mast par le général Roubertie, Juin lui ordonne de maintenir « un contact élastique, sans agressivité » entre les troupes françaises et les forces en cours de débarquement qui progressent plus lentement que prévu, bien que ne rencontrant pratiquement aucun obstacle. De son côté, le général Koeltz, rendu lui aussi à ses pouvoirs, met sur pied un commandement des forces stationnées hors d'Alger, auquel il donne la même consigne qu'au général Roubertie.

En procédant ainsi, Juin attend les développements de la situation, manifestement soulagé par la présence de Darlan — commandant en chef de toutes les forces militaires françaises et successeur désigné de Pétain. Officiellement, l'amiral a beaucoup plus de poids que n'importe qui.

Mais si, d'une part, les « cinq » s'inquiètent de l'extrême lenteur de mouvements des troupes américaines, d'autre part ils n'ont aucune nouvelle de Giraud que, pendant des heures, Lemaigre-Dubreuil a attendu en vain à l'aérodrome de Blida. Les postes radio de la conjuration ne parviennent pas davantage à obtenir des précisions de Gibraltar sur le sort du général. Depuis le moment où, un peu contre son gré, il a décidé de quitter la France pour prendre la tête du volet français du débarquement, Giraud joue de malheur. D'abord, le sous-marin qui doit l'emmener est en retard, puis, en mer, ses transmissions sont en panne. Enfin, après mille péripéties plus ou moins rocambolesques, Giraud arrive à Gibraltar dans la journée du 7 novembre.

Par un rapport du capitaine Beaufre, qui accompagne Giraud, nous savons ce qui s'y est passé. C'est le 7 novembre, à 17 heures, qu'Eisenhower — dont le P.C. est installé dans les souterrains de la forteresse — reçoit Giraud. Entre les deux hommes s'instaure et se développe un immense malentendu. Le général français en est resté à l'hypothèse d'un débarquement sans combat ; Giraud croit également que le commandement suprême lui reviendra quarante-huit heures après le début de « Torch ». Pour Eisenhower, cela veut dire que Giraud exige le commandement de l'opération. Des accords Murphy-Giraud, Eisenhower prétend ne rien savoir. Bref, le ton monte très vite. Giraud accuse les Américains de mauvaise foi et quitte le P.C. d'Eisenhower en claquant la porte. Il déclare que, dans ces conditions, il retire son concours, demandant toutefois à être

conduit en Algérie dans la matinée du 8 « mais comme une personnalité privée ». Stupéfaction générale.

On raconte même que Giraud est tellement mécontent de ce qu'il vient de découvrir, qu'il aurait envisagé de rentrer en France !

Et le débarquement commence dans la nuit. Après de longs et délicats pourparlers, un nouvel entretien réunit le 8 novembre, à 11 heures, Giraud et l'état-major interallié. Il en sort un *modus vivendi* Le général Eisenhower... ne peut se dessaisir de son commandement au profit de quiconque, surtout dans une opération aussi difficile que celle qui est en cours. Il ne peut donc être question de commandement interallié français ni de commandement allié sur les forces françaises. Par contre, il reconnaît l'autorité entière du général Giraud sur l'Afrique du Nord et les forces françaises d'Afrique. Les relations entre le commandement allié et le commandement français seront établies sur la base d'une complète égalité. En conséquence, toutes les décisions d'ensemble contre les Allemands seront fixées en commun. Lorsque les troupes françaises et alliées opéreront de concert et se trouveront mélangées, le commandement local sera assuré par le chef français ou allié qui aura le plus de forces sous ses ordres...

Au cours de la discussion, Giraud insiste pour que les Alliés mettent immédiatement la main sur les aérodromes de Tunisie... et demande à partir pour Alger. Ce déplacement, lui répond-on, ne pourra se faire que le lendemain 9 novembre. Ainsi, Giraud a pris, tant par sa faute que par celle des Alliés, un grave retard qui va peser considérablement sur la suite des événements.

### **Cessez-le-feu à Alger**

En quittant la villa des Oliviers, Rigault et le consul américain Woodruff descendent au P.C. de la rue Michelet où règne une certaine nervosité. Pas de nouvelles des Américains, silence chez Mast, et Giraud ne répond toujours pas.

La seule solution est d'aller au-devant des troupes de débarquement pour presser leur mouvement sur Alger. À 4 kilomètres de Saint-Eugène, le Français et le consul américain, Woodruff, aperçoivent, enfin, de chaque côté de la route, une file interminable de soldats, le visage couvert de suie, les casques garnis de feuillage. Bien tranquille est leur allure. Les officiers auxquels Rigault et Woodruff s'adressent, probablement méfiants, les renvoient d'autorités supérieures en autorités plus importantes encore. Enfin, après avoir obtenu que les Américains pressent le mouvement, les deux hommes, rentrant dans Alger, tombent, sans avoir la possibilité de faire demi-tour, sur un char entouré de gardes mobiles

— *Stop... Ces gars-là, crie un lieutenant, au mur !*

Woodruff parvient quand même à expliquer qu'il est un diplomate américain et la chance veut qu'un sous-officier de la garde sache la présence de Murphy aux « Oliviers », à quelques mètres de là. Des gardes l'y emmènent tandis que quatre autres surveillent Rigault. Mais le spectacle de ce qui se passe dans le port, où un torpilleur canadien vient de se faire « allumer », les intéresse beaucoup plus. *(Henri)* Au bout d'une heure de ce manège, apercevant un plombier qui sort de la résidence de Juin, Rigault se dirige vers lui, lui demande du feu et repart sans qu'on ait remarqué son stratagème. Dès qu'il est hors de la vue de ses gardiens, Rigault double l'allure et entre pour se faire faire la barbe dans une boutique qui vient d'ouvrir. Quand il arrive enfin au domicile de d'Astier *(Henri)*, la famille et les amis de ce dernier — absent — lui font fête car, sans nouvelles de lui, on avait cru qu'il avait été fusillé.

En se réveillant, à l'aube du 8 novembre, le capitaine Pedron — qui appartient au 3<sup>ème</sup> bureau du général Juin — ouvre son poste radio et entend une proclamation de Giraud ! En fait, ce n'est pas ce dernier qui parle, puisqu'il est encore à Gibraltar et qu'on n'a pas pris la précaution d'enregistrer sa voix, mais un des conjurés, Raphaël Aboulker, qu'à la dernière minute on a chargé de cette mission. Sans en demander davantage, Pedron dévale l'escalier, réquisitionne une voiture militaire en stationnement un peu plus loin et débarque au palais d'Hiver pour apprendre de la bouche du commandant Dupin de Saint-Cyr que tout l'état-major vient d'entrer en conférence au fort l'Empereur. Par Dorange, survenu sur ces entrefaites, il apprend les événements de la nuit. Dans une casemate, Pedron retrouve Darlan, Fenard, Juin, Koeltz, Mendigal, Battet... Personne ne fait attention à lui. Tout le monde a l'air épuisé, guettant des nouvelles ou discutant des opérations en cours. De temps en temps, Juin donne un ordre pour modifier les positions des troupes françaises, le général ne voulant pas d'affrontement avec l'armée américaine.

Le 8 novembre 1942, vers midi, le bruit, se répand qu'à la suite d'une visite de Juin, l'amiral, qui avait regagné l'hôtel Saint-George, aurait accepté en principe la cessation des hostilités dans l'après-midi.

Or, quelques heures plus tard, les avant-gardes alliées débouchent sur les hauteurs dominant Alger, tandis que les deux aérodromes de Maison-Blanche et de Blida sont occupés. Le fort l'Empereur, lui-même, couronné de son drapeau, est pris sous le feu de l'artillerie américaine. Un obus de mortier de 81 tombe pile devant la porte de la casemate, tuant un officier d'aviation et blessant les futurs généraux Lechères et Hartmann. Au bruit provoqué par l'explosion, Juin sort de son P.C., demande des explications et laisse tomber :

— *Ah ! c'est tout de même em... ! Faites hisser le drapeau blanc pour leur faire comprendre, à ces c...-là...*

Visiblement le général est énervé. Il fait sonner le cessez-le-feu. Mais les Américains continuent de tirer, abandonnant toutefois leurs mortiers. Puis avisant Dorange, qui est l'homme à tout faire, le général lui ordonne

— *Tâchez donc de trouver quelqu'un, allez trouver Murphy, par exemple, parce qu'il faut qu'on sorte de cette situation impossible...*

Après une nouvelle attente, Dorange surgit enfin, accompagné par le général Ryder et par Murphy, entourés d'un groupe de vice-consuls, dont le colonel Knox. Immédiatement s'engagent les pourparlers pour le cessez-le-feu qui est finalement signé à 19 heures et se limite à Alger et sa grande banlieue

Toutes les troupes françaises... seront regroupées et regagneront sans délai leurs quartiers où elles seront consignées... Elles garderont leurs armes...

L'ordre en ville sera assuré par les troupes américaines à partir de 22 heures... Les autorités civiles reprendront en main les pouvoirs de police... Toutes ces autorités restent en place.

Dans la soirée, à partir de 21 heures, une conférence réunissant, d'une part Murphy et le général Ryder, et d'autre part Darlan, Juin et ses subordonnés immédiats, règle un second train de problèmes à vrai dire secondaires, les autres, les principaux, ne pouvant être discutés du côté américain que par le général Clark lui-même, attendu pour le lendemain. Vers la fin de la réunion, Rigault se présentant au Saint-Georges, tombe sur une sentinelle casquée, en uniforme, qui l'éclaire de sa torche c'est un des adjoints de Murphy qui a repris du service.

Les « cinq » se retrouvent à la villa des Roses où habite Murphy. On y débouche une bouteille de champagne. Pour les conjurés, le point noir reste le retard de Giraud. À écouter Murphy, les « cinq » n'ont pas de gros soucis à se faire au sujet de Darlan. Rapportant le comportement de l'amiral « *plein de contradictions et assez peu brillant* » pendant les heures où il s'est trouvé en sa présence, le diplomate américain ne croit pas qu'à l'avenir, Darlan puisse être autre chose qu'un « *vaincu et un prisonnier...* ».

Au cours des opérations, la marine française a eu 11 tués et 8 blessés, et l'armée de terre 11 tués.

De plus, en plein cœur d'Alger, au cours d'un affrontement, tombent le capitaine Pillafort, figure populaire chez les conjurés et qui a joué un certain rôle dans la prise de la ville, et le colonel d'aviation Jacquin, de l'état-major du commandant en chef, qui rejoignait son poste. Après le champagne chez Murphy, toute l'équipe dirigeante du

complot se retrouve dans la villa de Lemaigre-Dubreuil, à Mahieddine, celle-là même qu'avait louée, autrefois, le capitaine Beaufre pour recevoir discrètement l'embryon de la résistance nord-africaine. On fait le point : Juin est « favorable » aux Alliés, les Américains, contrairement aux accords, négocient avec Darlan, et on est toujours sans nouvelle de Giraud. Si, militairement, l'opération paraît réussie — tout au moins à Alger — il n'en est pas de même sur le plan politique. On convient d'abord, en attendant Giraud, de dissuader, avant tout, les Américains de s'engager avec Darlan. Puis la discussion s'élève entre Lemaigre-Dubreuil et Rigault. Le premier est partisan de la force et pousse à faire un deuxième coup d'Etat. Le second, soulignant que les moyens dont disposent les « cinq » sont fort limités, affirme que la seule façon de procéder est de faire pression sur les Américains pour qu'ils respectent leurs engagements. On souligne que, parmi les « vichyssois », certains chefs militaires sont disposés à s'incliner, soit par raison, comme Juin, soit par tempérament, comme Fenard. Avant tout, il est convenu de tenter d'avoir, par le canal allié, des nouvelles de Gibraltar et de revoir le plus rapidement possible Murphy, dont l'assistance ne doute pas qu'il soit encore son meilleur appui.

Dorange rédige au cours de la même nuit une note qu'il soumettra à Juin et remettra à Battet. C'est un véritable programme pour la mise en état de guerre de l'Afrique du Nord par le truchement d'un gouvernement, dont Noguès prendrait la tête, tandis que Juin garderait ses fonctions de commandant en chef. Les Américains fourniraient l'armement promis par Murphy. Darlan, lui, se rendrait immédiatement à Vichy pour exposer au Maréchal la situation réelle et le ramener en Afrique du Nord. Pour l'auteur de ce document, ce serait la suite logique de la politique menée par Pétain depuis l'armistice. Quant à Giraud, aucun rôle n'est prévu pour lui ; son nom n'est même pas mentionné !

Mais à Oran et au Maroc, la bataille continue de faire rage.

### **Enfin, Giraud !**

Dans la matinée du 9 novembre 1942, Saint-Hardouin et d'Astier de La Vigerie (*Henri*) viennent, aux nouvelles chez Chrétien. Ils sont manifestement déçus par l'évolution de la situation. En effet, à cause du retard des troupes américaines et de l'absence de Giraud, les autorités légales ont pu reprendre le contrôle de la ville. À l'extérieur, la situation n'est guère brillante. En Algérie, et notamment dans le Constantinois, il reste des forces suffisantes pour s'opposer éventuellement aux Américains, beaucoup moins nombreux que ce que Murphy avait laissé entendre. Situation militaire très inquiétante en Tunisie. Confusion politique avec Darlan. Et pourtant, c'est gagné :

le débarquement a réussi. Mais, en contrepartie, il y a quand même le fait que Darlan a commencé à négocier, qu'un cessez-le-feu a été signé et que Juin et Fenard poussent l'amiral dans le sens allié.

Mais pour les « cinq », le gros point noir est que Darlan négocie directement avec les Etats-Unis, leur cède trop... Saint-Hardouin et d'Astier de La Vigerie (*Henri*) demandent donc à Chrétien de les aider à intervenir dans les discussions. De plus, ils seraient heureux de prendre contact avec Juin ; mais, à cet égard, rien à faire, le général n'a pas encore digéré le coup de force, ni la séquestration dont il a été victime. Des agissements analogues dans d'autres centres ont automatiquement dressé contre les conjurés Noguès et le restant des généraux. La discussion en est là quand surgit, en trombe, Lemaigre-Dubreuil qui lance :

— *La question est très simple. Il y a un commandant en chef, le général Giraud. Les troupes n'ont qu'à obéir à ses ordres...*

Le chef des services spéciaux objecte à l'industriel que, d'une part, Giraud est absent et que, d'autre part, il n'a légalement aucun commandement ! Dans la situation où il s'est mis, il a, semble-t-il, peu de chance de se faire obéir du reste de l'armée. D'ailleurs, en dépit de la proclamation diffusée par la radio, l'ensemble des troupes est resté fidèle à ses chefs habituels. Certains chefs de corps passés à l'insurrection ont vu se dresser contre eux officiers et sous-officiers. Saint-Hardouin révèle alors à Chrétien les fameux accords Giraud-Murphy et ajoute que les « cinq » ne peuvent laisser mener des tractations avec les Américains par des Français qui ignorent tout de ce qui a été reconnu par Murphy. Evidemment, la seule solution serait de faire connaître ces accords à Darlan et à Juin. Mais ne paraît-il pas quelque peu vexant pour les « cinq » d'aller remettre ces documents à leurs adversaires qui bénéficieraient ainsi gratuitement du résultat de tant d'efforts ?... Finalement le bon sens et le patriotisme l'emportent sur l'amertume et la fureur. Les conjurés chargent donc Chrétien de demander à Juin une audience pour Saint-Hardouin. Dans l'après-midi, à 16 heures, ce dernier très ému, et porteur des accords, en fait part au général qui, par son amabilité, rompt la glace.

Peu après, un coup de téléphone de Tunis annonce que les Allemands commencent à débarquer des troupes à l'aérodrome d'El-Aouina, sans que les troupes françaises, pourtant postées sur les abords du terrain, interviennent.

Presque en même temps, les conversations reprennent — le général Clark n'étant toujours pas arrivé — entre Darlan et Ryder. Ce dernier communique aux Français un projet de convention d'armistice, manifestement préparé à l'avance (les Américains avaient, en effet, rédigé deux études, l'une prévoyant un traitement amical ; la seconde prévoyant un statut d'adversaires pour les forces françaises). Darlan,

tout en s'affirmant détenteur des pouvoirs pour traiter, souligne qu'il n'a pas ceux de signer un texte que son gouvernement ne connaît pas. L'Américain réplique que, puisqu'il en est ainsi, il sera obligé de prendre des mesures de sécurité, d'autant plus qu'il vient d'apprendre que Vichy a donné son accord à l'entrée des forces allemandes en Tunisie. La conversation prend un tour de plus en plus aigre. Juin, heureusement présent, fait remarquer qu'on ne peut pas faire l'affront à ses troupes de leur retirer leurs armes puisque, dans quelques jours, elles seront probablement amenées à combattre aux côtés des forces américaines. Quant à Murphy, il objecte que, si le gouvernement français n'accepte pas les conditions du cessez-le-feu, les troupes françaises seraient alors en mesure d'agir dans le dos des Alliés. Catégorique, Ryder rappelle qu'au premier acte d'hostilité, il n'hésitera pas à faire bombarder Alger par les navires de sa flotte. Finalement, le général Koeltz prend l'engagement personnel qu'il ne se passera rien et l'on s'accorde, enfin, sur le maintien du statu quo. Sur ces entrefaites arrive enfin Clark qui dit avoir été retenu par la résistance opposée à Oran à ses soldats par la garnison française. Apprenant que Darlan attend une réponse de Vichy, l'adjoint d'Eisenhower estime inutile la poursuite de la discussion, qu'il reporte au lendemain matin.

C'est à leur retour aux Oliviers que, par un appel de Chrétien — qui demande un rendez-vous pour Lemaigre-Dubreuil — Juin et Dorange apprennent l'arrivée de Giraud.

À son arrivée à Blida, ce dernier a été accueilli fraîchement par le colonel Montrelay, commandant la base, et a gagné immédiatement la villa Mahieddine, où les Cinq sont réunis. À vrai dire, ceux-ci sont fort énervés car ils ont peu goûté la désinvolture du général qui, après avoir accepté la responsabilité suprême de l'affaire, avait laissé ses adjoints civils sans nouvelles. Sous son calme légendaire, Rigault cache une rage froide. A l'inverse, Lemaigre-Dubreuil exhale, lui, sa colère. Méditatif, Saint-Hardouin se tient dans une grande réserve. Pour donner une explication à l'attitude de Giraud, Rigault laisse tomber, non sans humour

— Le général a pour le moins un mauvais secrétariat !

Mécontent, froid, en arrière de la main, Giraud rétorque qu'il n'est pas commandant en chef et que les discussions de Gibraltar n'ont, à ses yeux, rien donné. Il paraît d'autre part ulcéré du peu d'égards qu'on lui a manifesté à son arrivée. Pis, on a égaré son uniforme. Avant toute chose, et ne pouvant rien faire sans être revêtu de sa tenue, il exige qu'on parte à la recherche de ses effets militaires ! L'assistance est médusée, sauf peut-être Rigault, qui, dès sa première rencontre à Lyon avec le général, l'avait jaugé. Après ces préliminaires, Giraud entend un exposé de la situation, bref sur le passé, plus détaillé sur

les difficultés du moment (présence de Darlan, attitude très vichyste de l'armée, engouement des Américains pour la flotte). D'abord silencieux, Giraud écoute puis lâche, désabusé et écoeuré :

— Bon, il va falloir maintenant que je prenne ma décision.

— Non, mon général, laissez tomber sèchement Rigault, votre décision, vous l'avez prise définitivement à Lyon.

### **L'étonnante entrevue Dorange-Giraud**

Il était effectivement question, dans l'esprit de Giraud, « puisque Darlan était là », de s'effacer et d'aller faire le héros à la tête d'un corps franc. Complètement démonté par les événements, il déclare « *Je vais voir si je continue* ».

L'un après l'autre, les « cinq » le persuadent que la partie est loin d'être perdue : les Américains ont de grosses difficultés avec Darlan ; l'amiral n'est pas dans une position confortable du tout ; et, de surcroît, les Etats-Unis ne sont pas bien disposés en sa faveur. Ces raisonnements remontent le moral du général, et un programme s'ébauche, complétant celui que les « cinq » avaient dressé après avoir bu le champagne chez Murphy. Les conjurés assiègent Giraud, car il est capital qu'il entre en contact avec l'armée et ses chefs, avec Juin surtout, pour se renseigner et connaître l'attitude exacte du corps des officiers en face des événements et envers le grand chef de la conjuration. Quant aux Américains, ils ne connaissent encore de Giraud que l'image reflétée par sa carrière et son évasion.

À l'heure du dîner, Lemaigre-Dubreuil, mi-confident, mi-dramatique, annonce, à la cantonade, au Saint-George, que Giraud a d'importants entretiens, en particulier avec Clark ; il insiste pour que Juin se rende à la villa Mahieddine. Il ne veut pas croire, comme on le lui affirme, que Juin refusera de se compromettre en allant au-devant de Giraud : Un compromis intervient : c'est Dorange qui, en tant que chef de cabinet, se rendra au rendez-vous. A 10 heures du soir, Chrétien embarque Dorange dans sa voiture. Méfiant, car il a parfaitement réalisé que son rôle dans la nuit du 7 au 8 novembre lui a valu des inimitiés féroces chez les conjurés, le second prend un revolver et laisse des ordres afin que, s'il n'est pas revenu à minuit, on se mette immédiatement à sa recherche.

À Mahieddine des jeunes des Chantiers de jeunesse montent la garde dans un grand désordre et en proie à une vive exaltation. A l'intérieur de la villa, beaucoup de monde autour de l'état-major de la conjuration. Le moral semble en hausse. Seuls Saint-Hardouin et Lemaigre-Dubreuil font bonne mine au chef de cabinet de Juin, qui insiste pour voir Giraud en tête à tête. Au général, Dorange montre son plan soumis à Juin et à Battet et qui, selon lui, résume la position

de l'armée : « *Le général Giraud légal, oui ; le général Giraud rebelle, non* ». Avec beaucoup de calme, voire de bienveillance, le général rétorque qu'il est d'accord sur toute solution qui permettra de reprendre les armes contre les Allemands le plus rapidement possible. Il estime, en effet, nécessaire de jeter les forces françaises dans la bataille immédiatement, désireux qu'il est de se consacrer uniquement à la direction des opérations, et prêt à transmettre à d'autres la charge du gouvernement. Confiant dans les vertus de la hiérarchie militaire, Giraud pense que Juin — de beaucoup son cadet — ne fera aucune difficulté pour accepter un commandement sous ses ordres. Quant à Pétain et à Darlan, le général « *leur réserve un grand rôle* », espérant que le Maréchal et l'amiral vont se retirer sur la côte méditerranéenne où, avec l'armée d'armistice et les partisans de la reprise des hostilités contre l'Allemagne, ils prépareront une tête de pont pour permettre aux Alliés de débarquer dans le midi de la France ! Très disert, Giraud poursuit en rappelant ce qu'a été sa carrière, ses pénibles conditions d'existence en zone libre depuis son évasion, les « méchancetés » de la police de Laval, etc.

Enfin, le général demande s'il lui est possible de rencontrer Juin. Dorange, pas très sûr de l'acceptation de son chef, se saisit du téléphone et appelle la villa des Oliviers :

— *Je m'excuse, mon général, de vous réveiller (il est 3 heures du matin), mais le général Giraud souhaiterait venir vous rendre visite et demande si vous accepteriez de le recevoir.*

— *À cette heure-ci ?* réplique Juin. *Mais c'est ridicule ! Est-ce qu'on va en finir avec ces histoires de roman policier ?...*

Chez Juin, c'est une douche glacée qui s'abat sur la tête de Giraud :

— *... Vous n'êtes rien, ici...*

---

Cette page fait partie du :

[Site personnel de François-Xavier Bibert](#)

[Le Groupe d'aviation GC III/6 en A.F.N. : 1940/1944](#)

*Début 1945, son journal personnel a permis à Renée PIERRE-GOSSET de publier un gros ouvrage qui fait date pour l'Histoire. Il est indispensable pour ceux qui veulent comprendre ce que fût le rôle d'Alger dans la seconde guerre mondiale. On est consterné par la médiocrité des acteurs politiques sous la coupe du vieux Maréchal, d'abord préoccupés par leur carrière, et pour cela prêt à tout pour interdire à La France Libre de pouvoir, un jour, sauver l'honneur de la France. Lire ici le 1<sup>er</sup> chapitre :*

[EXPÉDIENTS PROVISOIRES – LE COUP D'ALGER – RENÉE GOSSET](#)

*Lire aussi sur ce site, extrait d'une publication de la « France Libre » d'août 1943 :*

[Les 317 Résistants d'Alger du 8 novembre 1942 qui ont facilité le débarquement des Alliés](#)